

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.  
du 1er au 15 Mars 2016  
n°297



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

**Lundi 1er août.**

*Mbuji-Mayi: le meeting du Rassemblement de l'opposition suivi en direct au téléphone. A Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), le meeting du Rassemblement de forces acquises au changement, tenu dimanche 21 juillet à Kinshasa, a été directement suivi au téléphone portable couplé à un micro et ensuite amplifié par un baffle. Ce portable recevait les interventions via un autre portable collé au baffle à partir de Kinshasa. C'était à l'initiative des membres et sympathisants des partis de l'opposition qui s'étaient massés au siège de l'UDPS, à Mbuji-Mayi, pour suivre, en direct, le discours d'Etienne Tshisekedi.*

*Bukavu: 4 morts et une vingtaine de blessés dans un accident de circulation. Un accident de circulation à Bukavu(Sud-Kivu) a fait, lundi 1er août, quatre morts et une vingtaine de blessés, parmi lesquels cinq sont dans un état critique et dont le pronostic vital est engagé, indique une source médicale. Les corps des victimes ainsi que les blessés ont été transportés à l'Hôpital général de référence de Bukavu par la police. Le camion provenait de Nzibira via Butuza dans le territoire de Walungu. Ce véhicule transportait des sacs de braise avec une trentaine de passagers à bord. Le système de freinage du camion a accusé une défaillance, sur la descente entre le Lycée Wima et la Place de l'Indépendance dans la ville de Bukavu.*

*Ituri : Plusieurs accidents enregistrés lors d'un concert de Ferré Gola. Une dizaine d'accidents de circulation ont été enregistrés dimanche à Mungwalu, une commune rurale située à 80 km au nord de Bunia en territoire de Djugu(Ituri), rapporte le bourgmestre de cette agglomération minière. Les victimes dont la majorité sont des motocyclistes et certains creuseurs artisanaux d'Or appelés communément « Djengenuer » se précipitaient pour assister au concert que devait livrer l'artiste musicien Hervé Gola Bataringe dit Ferré Gola dans cette entité. Ces accidents ont été causés suite à l'excès de vitesse des taximen.*

*Des Kinois se plaignent du manque d'entretien du cimetière de la Gombe. Des habitants de la ville de Kinshasa qui se sont rendus ce lundi 1er août au cimetière de la Gombe où sont enterrés leurs parents se sont plaints de l'état de cette nécropole. En RDC, la journée du 1er août est consacrée aux parents. Kisangani: des tombes introuvables suite à la spoliation des cimetières. Certains habitants de la ville de Kisangani qui se sont rendus dans les cimetières ce lundi 1er août pour entretenir les tombes de leurs proches disparus ne les ont pas retrouvées. Des parties de certains cimetières ont été spoliées alors que d'autres ont été transformées en champs de manioc et de maïs. Certaines tombes sont devenues introuvables.*

*RDC: la CNDH est «satisfaite» du déroulement des dernières manifestations publiques. Le président de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), Mwamba Mushikonkwe Mwamus, affirme être satisfait du déroulement des dernières manifestations publiques dans la ville de Kinshasa : les meetings de la majorité et de l'opposition ainsi que le retour de l'opposant Etienne Tshisekedi. Il se félicite du respect des droits de l'homme et des biens publics et privés à l'occasion de ces manifestations. Le président de la CNDH se réjouit notamment du travail de la police qui a encadré ces manifestations qui n'ont pas donné lieu à des heurts.*

*Nord-Kivu: l'ONG CRDH demande une action militaire plus offensive à Beni. Après la dernière attaque des présumés rebelles ADF à Oicha qui a fait 7 morts, la Convention pour le respect des droits de l'homme (CRDH) demande une action militaire plus offensive dans le territoire de Beni. Pour cette ONG, l'armée et la MONUSCO qui combattent les groupes armés dans cette région « jouent à la défensive ».*

*Kongo-Central: des routes de desserte agricole bientôt réhabilitées. Dix-huit entreprises ont été sélectionnées pour réhabiliter vingt-deux routes de desserte agricole au Kongo-Central. Elles ont signé un contrat vendredi 29 juillet avec la Cellule d'exécution de financement des Etats fragiles (CFEF). Ce projet est financé par la Banque mondiale à hauteur de 9,1 millions de dollars américains. Le but de ce projet est de désenclaver les zones de production de la province et les connecter aux centres de consommation et de transformation.*

## **Mardi 2 août.**

*Ex-Katanga: 118 ex-combattants réinstallés dans leurs milieux d'origine. Cent dix-huit démobilisés sortis du Centre de récupération de Kitona (Kongo-Central) ont été réinstallés pendant le week-end dans leurs milieux d'origine dans les provinces issues du démembrement du Katanga, pour leur réintégration sociale. Ils ont passé 6 mois de formation à Kitona et sont retournés dans leurs territoires de Mitwaba, Pweto et Manono. La chargée de communication de l'Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion, Esther Shimba, estime qu'il n'y a rien à craindre de ces démobilisés.*

*Le Nord-Ubangi fait face au délabrement d'infrastructures routières. La province du Nord-Ubangi fait face à plusieurs défis dont les plus urgents sont ceux liés à la réhabilitation des infrastructures. La gouverneure de cette province, Marie-Thérèse Yazalo Gerembo, l'a expliqué au représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Mamadou Diallo, dimanche 31 juillet à l'occasion du lancement officiel de l'opération de révision du fichier électoral dans cette région. D'après Yazalo Gerembo, la route principale qui traverse plusieurs territoires, dont Gbadolite et Yakoma, est abîmé au niveau de la cité de Kota-Koli. En outre, a-t-elle alerté, le pont qui sert de jonction entre cette cité et d'autres territoires de la province est dans un mauvais état, représentant ainsi un risque pour l'acheminement notamment du matériel de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) vers d'autres centres d'enrôlement d'électeurs sur cet axe.*

*Kasaï-Central: Etienne Tshisekedi «exige un peu trop au peuple», estime la MP. Le discours qu'Etienne Tshisekedi a prononcé dimanche 31 juillet lors du meeting de l'opposition à Kinshasa suscite des réactions au sein de la classe politique du Kasaï-Central. Le coordonnateur provincial de la Dynamique de l'opposition salue le fait que le leader de l'UDPS ait exigé la tenue d'élections dans le délai constitutionnel. Tandis que le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP) dans la province estime que ce discours «exige un peu trop au peuple congolais» et il soutient que la question du respect du délai constitutionnel a déjà été*

*tranchée par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et ne devrait donc plus faire l'objet de débat. Selon lui, seul le dialogue est la voie indiquée pour trouver un compromis sur les divergences des uns et des autres et organiser les élections dans un climat apaisé. Un point de vue que ne partage pas le camp de l'opposition dans cette province.*

*Equateur: le gouverneur Bolamba dénonce un réseau de détournement de fonds publics. Le gouverneur de l'Equateur, Tony Bolamba, dénonce l'existence d'un réseau de personnes qui détournent les fonds publics en maintenant dans le listing de paie de fonctionnaires de sa province des noms des infirmiers fictifs. M. Bolamba a indiqué que plusieurs noms des infirmiers fictifs ont été découverts lors d'une mission d'enquête menée par ses services et dit détenir les noms de certains des détourneurs de fonds publics dans sa province.*

*Nord-Kivu: l'hôpital de Katwe peine à fonctionner suite à l'insécurité. L'hôpital de référence de Katwe, dans la localité de Bwalanda, peine à fonctionner à la suite de l'insécurité dans la chefferie de Bwito, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Les ONG humanitaires, qui appuyaient cet établissement hospitalier en médicaments, ont suspendu depuis plus de cinq mois leurs projets pour fuir les incursions des hommes armés. A cela s'ajoute l'insolvabilité des populations locales, qui vivent dans la pauvreté suite à l'insécurité.*

*Nord-Kivu: 21 miliciens présentés à la presse à Goma. Le porte-parole de l'opération Sokola 2 au Nord-Kivu, capitaine Guillaume Ndjike Kaiko, a présenté, au cours d'une conférence de presse lundi 1er août à Goma, vingt-et-un miliciens capturés lors des opérations militaires menées dans cette province. A l'occasion, il a dressé un "bilan positif" des opérations militaires menées depuis début 2015 contre les groupes armés dans les territoires de Rutshuru, Walikale, Masisi et Nyiragongo.*

*Haut-Lomami: des éléphants tuent deux personnes à Bukama. Des éléphants en divagation ont tué, dans la nuit de lundi 1er août, deux personnes (une mère et sa fille, surprises par un troupeau de pachydermes pendant qu'elles revenaient du champ) dans la localité de Nkinda, située à environ 120 km de Bukama-centre (Haut-Lomami). Le président de la société civile de Bukama, Matthieu Ilunga Ngandu a appelé le gouvernement congolais à doter l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) de moyens pouvant lui permettre de refouler ces espèces protégées.*

*RDC: l'UE exhorte gouvernement et opposition à ouvrir « rapidement le dialogue ». La délégation de l'Union européenne en République démocratique du Congo (RDC) a exhorté mardi 2 août les autorités congolaises et l'opposition à créer des conditions favorables au démarrage rapide du « dialogue national » en vue d'« élections apaisées ». La majorité s'est exprimée clairement vendredi dernier à Kinshasa lors d'un rassemblement populaire en faveur du dialogue, soutenant son facilitateur désigné par l'Union africaine Edem Kodjo, récusé par l'opposition. Dimanche, lors d'un meeting populaire à Kinshasa, capitale de la RDC, l'opposant historique Étienne Tshisekedi, président du « Rassemblement », une coalition d'opposition créée en juin à Bruxelles, a accepté le principe du « dialogue national », mais a réitéré sa récusation de M. Kodjo.*

*Kinshasa: Gérard Mulumba interpellé à l'aéroport de Ndjili. Le député provincial de Kinshasa, Gérard Mulumba dit Gecoco a été empêché lundi 1er août de voyager pour Paris à partir de l'aéroport international de Ndjili. Il a été interpellé par les services d'immigration. La Direction générale de migrations (DGM) lui reproche d'avoir tenté de faciliter la sortie irrégulière d'une dame, porteuse d'un passeport britannique qui ne lui appartenait pas. La DGM accuse aussi le député provincial d'avoir essayé de corrompre un agent de migration. Jusque mardi dans la mi-journée, Gérard Mulumba était encore interrogé par les services de sécurité.*

*RDC: Jean-Claude Vuemba appelle à l'unité de l'opposition autour de Tshisekedi. L'opposant Jean-Claude Vuemba appelle à l'unité de l'opposition autour d'Etienne Tshisekedi pour faire triompher la démocratie en RDC. Il invite les opposants qui n'ont pas pris part à ce meeting à rejoindre le «Rassemblement», coalition de l'opposition créée en juin à Genval en Belgique.*

*RDC: les infirmiers se réjouissent de la création de leur Ordre. Le président de l'Association nationale des infirmiers du Congo (ANIC), Komba Djeko, a salué, mardi 2 août à Kinshasa, la création de l'Ordre des infirmiers en RDC. Le chef de l'Etat a promulgué le week-end dernier la loi créant cet Ordre. Pour Komba Djeko, cette loi a permis à l'ANIC de lancer la campagne de sensibilisation de tous ses membres, à travers le pays, pour écarter de la profession les « charlatans ».*

*Echauffourées autour du siège de l'UDPS à Kinshasa. Des échauffourées ont opposé des militants de l'UDPS et les forces de l'ordre mardi 2 août autour du siège de ce parti d'opposition situé à la 10e rue de la commune de Limete à Kinshasa. D'après des témoins, des gaz lacrymogènes ont été jetés par les forces de l'ordre pour disperser des militants de cette formation politique. D'après Augustin Kabuya, porte-parole d'Etienne Tshisekedi joint au téléphone par Radio Okapi en début de soirée, un militant de l'UDPS a été tué par balle par un militaire à la 15e rue de la commune de Limete.*

### **Mercredi 3 août**

*Le prix du ciment baisse de près de 50% à Matadi. Alors qu'il était passé à 15 000 francs congolais depuis quelques semaines, le prix du sac de ciment gris de 50 kg se vend actuellement à Matadi entre 10 000 et 11 000 francs congolais. Les opérateurs économiques locaux expliquent cette baisse par l'arrivée à Matadi de plusieurs camions transportant du ciment qui était bloqué à la frontière angolaise suite à la décision du gouvernement interdisant l'importation de ce produit.*

*RDC: l'ACAJ dénonce l'instrumentalisation de la justice au procès Katumbi. « L'ACAJ constate qu'après avoir échoué à obtenir la condamnation de Moïse Katumbi pour le « recrutement de mercenaires », le Gouvernement s'est employé à instrumentaliser la justice, dans le second dossier sur la spoliation immobilière pour le « disqualifier de la course vers l'élection présidentielle dont il s'est déjà déclaré candidat », écrit l'ONG dans son communiqué. L'ACAJ évoque la lettre de la juge Ramazani Wazuri Chantal, présidente du Tribunal de paix de Lubumbashi qui a dénoncé des pressions l'ayant poussée à condamner M. Katumbi à trois ans de prison. Une lettre adressée au ministre de la Justice dont la Cour d'appel de Lubumbashi doute de l'authenticité.*

*Double taxation des commerçants entre le Kasai-Oriental et la Lomami. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) dénonce la « double taxation » imposée pour les marchandises transportées entre le Kasai-Oriental et la Lomami. Les opérateurs se plaignent de devoir payer la « taxe d'expertise » dans la nouvelle province de la Lomami et à l'entrée de Mbuji-Mayi. Des camions chargés de conteneurs sont interdits de quitter la gare de Muene-Ditu, dans la Lomami, pour Mbuji-Mayi si leurs propriétaires ne paient pas cette taxe. La FEC demande à ses membres de ne pas payer ladite taxe jusqu'à ce que les autorités de deux provinces harmonisent leurs vues.*

*Un magistrat militaire tabassé et brièvement détenu à Beni. Le premier substitut de l'Auditeur militaire de garnison Beni-Butembo aurait été tabassé par les militaires de la garde personnelle du commandant de l'opération Sokola 1 et détenu durant environ 4 heures, dimanche 31 juillet, au cachot du service de renseignement militaire, rapportent des officiers des FARDC à Beni. Ces militaires reprochent à ce magistrat militaire d'avoir ordonné quelques*

heures plus tôt la détention de deux officiers militaires du bureau de la logistique du secteur opérationnel Sokola 1, accusés de détournement de la ration destinée aux militaires. D'après des sources sur place, l'interpellation de ces officiers faisait suite à une perquisition menée par une équipe de l'auditorat militaire de Beni aux domiciles de deux officiers suspects. Sur place, cette mission d'enquête conduite par le substitut de l'auditeur de Beni, avait saisi un lot de ration alimentaire comprenant entre autres près de 400 boîtes de sardine, plus de 200 sacs de farine de maïs, 70 sacs de haricots et 18 cartons de sucre. Les deux officiers seront alors interpellés pour détournement. Alerté, leur chef hiérarchique, le commandant de l'opération Sokola 1 se serait lui-même rendu à l'auditorat militaire pour faire libérer de force les deux officiers incriminés, rapportent des sources militaires à Radio Okapi. Les magistrats civils et militaires menacent depuis d'entrer en grève si la justice n'est pas rendue à leur collègue qui, selon eux, a subi une humiliation.

RDC : la CNDH appelle au respect des règles lors des manifestations publiques. La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) recommande au pouvoir et à l'opposition de respecter strictement les droits de l'homme en tenant compte des règles qui régissent les manifestations publiques dans le pays. Le président de la CNDH demande aux forces de l'ordre de tenir compte des règles qui régissent l'encadrement des manifestations publiques et d'éviter tout dérapage lorsqu'elles interviennent pour disperser les manifestants. La CNDH demande aussi aux organisateurs d'instruire aux manifestants de respecter les biens publics, les vies humaines y compris celles des personnes qui ne manifestent pas.

Nord-Ubangi : début de la formation des agents recenseurs. La formation des agents recenseurs notamment les formateurs électoraux territoriaux et des membres des centres d'inscription à travers les quatre territoires de la province du Nord-Ubangi a débuté mercredi 3 août. Elle concerne particulièrement des agents recrutés à travers les territoires de Bosobolo, Businga, Mobayi-Mbongo et Yakoma.

RDC: Joseph Kabila est arrivé à Beni. Le président de la République, Joseph Kabila, est arrivé dans la ville de Beni (Nord-Kivu) ce mercredi 3 août en début d'après-midi. Il a été accueilli à l'aéroport de Mavivi par le ministre d'Etat en charge de la Décentralisation et le gouverneur du Nord-Kivu.

Haut-Katanga : Gabriel Kyungu demande la libération des membres de l'UNAFEC. Le président de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (UNAFEC), Gabriel Kyungu wa Kumwanza a appelé mercredi 3 août les autorités du Haut-Katanga et les services de sécurité à libérer, sans condition, les cadres et militants de son parti, incarcérés dans les prisons de Lubumbashi. Les personnes arrêtées sont celles qui avaient attaqué à l'arme blanche, il y a quelques jours, les jeunes d'un autre parti politique de la Majorité Présidentielle, affirme de son côté Delphin Kasongo, ministre provincial de l'intérieur du Haut Katanga. Pour Gabriel Kyungu wa Kumwanza, ces arrestations ne favorisent pas la démocratie et la quiétude dans la province. Il affirme en outre que son parti a toujours prôné la paix et la lutte pacifique parce qu'il a l'ambition de « diriger ce pays ».

Dialogue: Thomas Perriello chez Etienne Tshisekedi. L'envoyé spécial des Etats-Unis dans les Grands lacs, Thomas Perriello a rencontré, mercredi 3 août à Kinshasa, le coordonnateur du Rassemblement de forces acquises au changement, Etienne Tshisekedi. La visite de Thomas Perriello intervient dans un contexte de contestation du facilitateur Edem Kodjo par le Rassemblement de forces acquises au changement. Selon Augustin Kabuya, attaché de presse d'Etienne Tshisekedi, le président de l'UDPS a réitéré auprès de Thomas Perriello les mêmes préalables qu'il avait déjà posés pour participer au dialogue national citant entre autres la libération des détenus politiques, la fin des poursuites à l'encontre de Moïse Katumbi ainsi que la transformation du groupe de soutien en celui de facilitation. Des conditions qui semblent avoir été comprises par l'interlocuteur de Tshisekedi, à en croire Augustin Kabuya.

*Uvira : les véhicules garés à cause des contrôles. Les activités tournant au ralenti dans la ville d'Uvira(Sud-Kivu) depuis mardi 2 août. Les conducteurs des motos et véhicules non en règle ont garé leurs véhicules pour échapper aux contrôles. Chaque service fait le contrôle des documents qui relèvent de sa compétence. La DPMER pour la vignette, qui varie de 13 à 20 dollars, le certificat de contrôle technique à 13 dollars, l'autorisation de transport des biens et des personnes, à 13 dollars. La CNPR contrôle le brevet de recyclage qui coûte 5 dollars et le service de transport contrôle le permis de conduire.*

*RDC: l'UE appelle au démarrage effectif du dialogue. La délégation de l'Union européenne en RDC exhorté le gouvernement congolais et toutes les autres parties concernées à créer « les conditions nécessaires pour le démarrage effectif et rapide du dialogue » censé baliser la voie aux élections apaisées et elle a également félicité l'Opposition et la Majorité présidentielle pour avoir organisé des rassemblements populaires de grande ampleur sans violence ni heurts.*

*RDC : l'allaitement maternel Exclusif jusqu'à 6 mois est passé de 24 à 48%. L'Enquête Démographique et Santé (EDS 2013-2014) et l'Enquête par grappes à Indicateurs Multiples (MICS 2010) révèlent qu'entre 2010 et 2013, en RDC, l'allaitement maternel exclusif jusqu'à 6 mois est passé de 24 à 48%.*

*Dialogue: la MONUSCO réaffirme son soutien au facilitateur. Le porte-parole intérimaire de la mission onusienne en RDC, Théophile Kinda, l'a fait savoir mercredi 3 août «La position que nous avons d'une manière claire est d'appuyer le facilitateur désigné par l'Union africaine. Ça, c'est notre position et tous nos efforts sont concentrés dans la recherche de ce consensus avec tous les acteurs de la RDC. Et, c'est ça nos efforts, c'est ça notre position. Nous n'avons pas une autre position».*

*Ituri : 7900 réfugiés sud-soudanais recensés à Aru. Environ 7900 réfugiés sud-soudanais sont enregistrés, depuis deux semaines, dans le territoire d'Aru, à 280 km au Nord de Bunia (Ituri). Ces Sud-Soudanais fuient les affrontements dans leur pays et sont installés dans trois sites notamment à Ingbokolo et Kenjo, dans la chefferie de Kakwa. Selon l'administrateur du territoire d'Aru, Henri-Venant Nkosi, ces personnes, constituées essentiellement des enfants, des femmes et des vieillards, proviennent de Juba, Morobu et Yei (Soudan du Sud).*

*Incidents au siège de l'UDPS: l'auteur du coup de feu sera jugé. Le porte-parole de la police congolaise, colonel Mwanamputu, a annoncé mercredi 3 août que le militaire, auteur du coup de feu qui a tué un jeune homme mardi à Limete, sera jugé en procédure de flagrance. La mort du jeune homme a entraîné des heurts entre policiers et militants de l'UDPS. Avant la fin de la semaine, a poursuivi la même source, son procès devrait commencer.*

## **Jeudi 4 août.**

*Affaire Katumbi: le greffier et la secrétaire du tribunal de Lubumbashi s'enfuient avec le dossier. Des sources proches du tribunal de paix Lubumbashi-Kamalondo indiquent que le greffier et la secrétaire de cette juridiction se sont enfuis depuis le lundi 1er août en emportant le dossier relatif au procès de Moïse Katumbi condamné à trois ans de prison dans une affaire de spoliation immobilière. Ces sources indiquent, sans plus de précisions, qu'à part le dossier qui a été emporté, deux feuilles du registre du parquet ont été arrachées alors que le greffier et la secrétaire du tribunal de paix Lubumbashi-Kamalondo ne sont pas joignables au téléphone.*

RDC: "soutien total" des ambassadeurs africains au facilitateur du dialogue congolais. Les ambassadeurs des pays africains accrédités à Kinshasa ont exprimé mercredi leur "soutien total" à Edem Kodjo, facilitateur désigné de l'Union africaine pour le dialogue politique censé ouvrir la voie à des "élections apaisées" en République démocratique du Congo. Clément Yandoma, ambassadeur du Congo en RDC et porte-parole du groupe: "Ce dialogue doit absolument se tenir dans un climat de paix, pour la stabilité du pays et de toute la sous-région".

L'ancien député provincial Gérard Mulumba détenu à la prison centrale de Makala. L'ancien député provincial de Kinshasa, Gerard Mulumba mieux connu comme Gecoco, a été placé mercredi 3 août en détention provisoire à la prison centrale de Makala. Le parquet général près la Cour d'appel de Matete a émis mardi à son encontre un mandat d'arrêt pour tentative de corruption des agents de la Direction générale de migration (DGM) à l'aéroport international de N'Djili. La justice lui reproche d'avoir tenté de faciliter lundi 1er août la sortie irrégulière du territoire congolais d'une dame, porteuse d'un passeport britannique qui ne lui appartiendrait pas.

Kinshasa: la police restitue une centaine des taxi-ketches saisis à leurs propriétaires. La Police nationale congolaise (PNC) a restitué mardi 2 août au camp Kabila (à Kinshasa) une centaine de véhicules taxis à vitres teintées, appelés: «taxi-ketches», à leurs propriétaires. Ces derniers ont récupéré leurs véhicules après en avoir déteint les vitres. Ces véhicules avaient été saisis dans le cadre d'une mesure prise par les autorités policières pour lutter contre des cas de braquage signalés ces dernières semaines dans les taxis à Kinshasa.

Opération Sokola II: 140 rebelles des FDLR tués, selon les FARDC. De 2015 à juillet 2016, au moins 140 combattants des FDLR ont été tués, 323 capturés et 191 combattants se sont rendus à la MONUSCO, a révélé le porte-parole des opérations Sokola II, présentant le bilan de la traque contre les rebelles rwandais et autres miliciens dans les territoires de Walikale, Rutshuru, Masisi et Nyiragongo (Nord-Kivu). Cependant, la société civile locale a déploré mercredi 3 août la persistance de l'insécurité dans la région. Le porte-parole des opérations Sokola II, capitaine Guillaume Ndjike Kaiko, précise que, durant cette même période, 116 combattants locaux ont été tués. 936 miliciens ont été capturés ou se sont rendus. Selon lui, ce bilan, qu'il a présenté samedi dernier, est «positif.»

RDC : la croissance économique a baissé d'environ 2% en 2015, selon la BAD. Le taux de croissance économique de la République démocratique du Congo (RDC) est passé de 9.2% en 2014 à 7.7% en 2015, soit une baisse d'1.8%. La Banque africaine de développement ((BAD) a livré ces chiffres, mercredi 3 août, dans son rapport 2016 intitulé « Perspectives économiques en Afrique ». Pour la BAD, la croissance économique de 7.7 % a été tirée des industries extractives, les transports, les télécommunications et les industries manufacturières. La BAD projette la même tendance baissière en 2016, qui devrait être estimée à 7%. Par contre, un rebond de taux de 8 % est attendu en 2017. Cette accélération se fonderait sur une reprise progressive au niveau du secteur minier, la redynamisation du secteur agricole avec la mise en œuvre des parcs agro-industriels et un secteur des services toujours en expansion, ajoute la Banque africaine de développement.

Kinshasa: l'ASBL Mutoto collecte des fonds pour les enfants vulnérables de Beni. L'Association sans but lucratif (ASBL) Mutoto lance, vendredi 5 août à Kinshasa, une campagne de collecte de fonds pour assister les enfants vulnérables du territoire de Beni dans la province du Nord-Kivu. Selon Jérémie Kizito Nzarubara, président national de cette structure, cette campagne prendra fin le 31 août et les biens récoltés seront acheminés à Beni avant la rentrée scolaire.

L'Américain Darryl Lewis porte plainte contre les autorités de la RDC pour tortures. L'américain Daryll Lewis a déposé, vendredi 29 juillet devant la Cour du district de

Washington D.C. aux Etats-Unis, une plainte visant le ministre de la Justice et le chef des services des renseignements congolais pour tortures. En réaction, le Parquet général de la République indique que cette plainte est de nul effet. Darryl Lewis revendique aussi 4,5 millions de dollars américains aux autorités congolaises en réparation des tortures subies en RDC, près d'un mois de sa détention, dans le but de lui extorquer de faux aveux. Il a évoqué, selon Jeune Afrique, des interrogatoires de 16 heures, des privations de sommeil et de nourriture, le passage à tabac... Cet ancien militaire américain avait été arrêté le 24 avril à Lubumbashi et accusé par le ministre congolais de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, d'être un mercenaire au service de l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi. L'Américain a toujours nié cette accusation. Il avait été expulsé de Kinshasa, mais selon le Parquet, cela n'a pas exclu les poursuites à son encontre. Celles-ci continuent au niveau des deux commissions rogatoires établies aux Etats-Unis et au Royaume Uni, parce que, selon lui, «il y a des complices qui ont été décelés» dans ces deux pays.

*Affaire Katumbi : des greffiers arrêtés pour vol et destruction méchante. Sept greffiers du Tribunal de paix de Lubumbashi-Kamalongo ont été arrêtés, mercredi 3 août, selon des sources concordantes. Ils sont accusés de complicité dans le vol du dossier judiciaire de l'opposant Moïse Katumbi et de destruction méchante du registre du parquet dans lequel deux pages ont été arrachées. Trois des sept greffiers arrêtés ont été relâchés tard la nuit. Les autres sont encore détenus au cachot du parquet de grande instance.*

*Haut-Uele: les FARDC attaquent un camp des braconniers à Niangara. Les FARDC ont attaqué, samedi 30 juillet à Niangara (Haut-Uele), un camp des braconniers internationaux communément appelés «Ouda». Elles ont récupéré quelques munitions d'armes de guerre et quatre ânes dont ils se servent pour transporter leurs butins, indique l'administrateur du territoire de Niangara, Jean-Pierre Moikima. Ces braconniers ont été soupçonnés plusieurs fois de mener des actions armées contre la population locale et les FARDC, en complicité avec des éleveurs Mbororos.*

*Nord-Kivu : les FARDC reprennent un bastion des ADF à Mwalika. Les Forces armées de la RDC ont démantelé, dimanche dernier, un bastion des rebelles ougandais des ADF à Mwalika, au Sud-Est du chef-lieu du territoire de Beni (Nord-Kivu). Les sources militaires indiquent que c'est dans la vallée de Mwalika que les ADF avaient concentré leur force, depuis la traque lancée contre eux le 25 juillet dernier dans le cadre de l'opération «Usalama » [la paix], dans la région appelée « Triangle de la Mort », comprise entre Mbau-Kamango et Erengeti. Selon la société civile de Beni, certains civils de Mwalika étaient pris en otage par ces rebelles.*

*Joseph Kabila rencontre Yoweri Museveni à Kasese. « J'ai dit au président de l'Ouganda que nous voulons avoir la paix comme il a aussi la paix dans son pays », a déclaré Joseph Kabila jeudi 4 août à son retour à Beni après une rencontre avec son homologue ougandais Yoweri Museveni à Kasese. Au cours de leur rencontre, les deux chefs d'Etat ont notamment décidé de l'échange des informations entre leurs pays sur le mouvement des personnes qui quittent l'Ouganda pour créer l'insécurité au Nord-Kivu. Certaines régions de la province du Nord-Kivu font face à l'insécurité causée notamment par des rebelles ougandais des ADF, accusés d'être responsables des tueries dans le territoire de Beni. Joseph Kabila et Yoweri Museveni ont également discuté de l'électrification de certaines villes et cités du Nord-Kivu et de l'Ituri à partir de l'Ouganda voisin.*

*RDC: l'UE appelle Kinshasa à libérer des prisonniers politiques. L'envoyé de l'Union européenne (UE) pour la région des Grands Lacs, Koen Vervaeke, a appelé jeudi à Kinshasa le gouvernement de la RDC à libérer des détenus politiques pour faciliter un dialogue avec l'opposition en vue de la tenue de l'élection présidentielle.*



*Tanganyika: un pont construit sur la route Manono-Ankoro. Le nouveau pont jeté sur la rivière Kananga sur la route Manono-Ankoro a été inauguré en début de semaine. L'ouvrage long de 21 mètres et large de 6 mètres a été réalisé par l'Office de route.*

## **Vendredi 5 août.**

*RDC: Maman Sidikou appelle les acteurs politiques à agir pour éviter une crise grave. Au cours de la réunion du groupe de soutien à la facilitation jeudi 4 août à Kinshasa, le chef de la MONUSCO a appelé les acteurs politiques congolais à agir pour éviter au pays de plonger dans la violence. « Face à l'approche des échéances électorales, il est essentiel que les acteurs politiques de différents bords de l'échiquier politique se ressaisissent et agissent rapidement pour éviter que l'impasse actuelle dégénère en crise grave susceptible de plonger le pays dans la violence », a notamment déclaré Maman Sidikou. Il a exhorté tous ses interlocuteurs congolais à « faire preuve de responsabilité » dans leurs actes et leurs déclarations « afin d'éviter d'envenimer davantage la situation actuelle en leur rappelant notamment leur obligation devant leurs peuples et devant l'histoire ».*

*Evacuation médicale de Jean-Claude Muyambo: la SCODE écrit à Joseph Kabila. La Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement (SCODE), un parti politique d'opposition, se dit « inquiète » de l'Etat de santé de son président, Jean-Claude Muyambo qui se dégrade. Détenue depuis janvier 2015 à la prison centrale de Makala, ce dernier suit des soins dans une clinique de Kinshasa, où il a été réadmis depuis juillet dernier. Le secrétaire général de la SCODE, Cyrille Mumpapa, a affirmé jeudi 4 août avoir écrit au président Joseph Kabila pour solliciter son implication afin que Jean-Claude Muyambo soit évacué d'urgence vers l'étranger pour y recevoir des soins appropriés.*

*La disparition du dossier de Katumbi «n'a aucune incidence» sur sa condamnation. La disparition du dossier judiciaire dans l'affaire de Moïse Katumbi et Alexandros Stoupis ainsi que la fuite de la juge Ramazani et du greffier du tribunal de paix de Lubumbashi-Kamalondo «n'ont aucune incidence» sur les poursuites et la condamnation de Katumbi, a soutenu jeudi 4 août l'avocat général de la République, Bernard Mikobi. L'Avocat général de la République a par ailleurs dénoncé cet acte qu'il attribue à Moïse Katumbi qui, selon lui, «a manipulé le personnel du tribunal » pour « nuire à la justice congolaise».*

*Dialogue: Jean Lucien Busa invite Edem Kodjo à convoquer d'urgence le comité préparatoire. Le Front des démocrates (FDE), une plateforme de l'opposition politique, a demandé jeudi 4 août au facilitateur du dialogue national, Edem Kodjo, d'accélérer les travaux de mise en place du comité préparatoire en vue de gagner du temps. Selon Jean-Lucien Busa, porte-parole du FDE, ceux « qui font des manœuvres pour faire passer le temps seront considérés comme complices et seront comptables du glissement » du mandat de l'actuel chef de l'Etat au-delà du délai constitutionnel.*

*RDC: le Conseil de sécurité envisage de sanctionner des groupes armés. Certains groupes armés opérant en RDC figurent sur la liste des sanctions des Nations unies, a annoncé jeudi 4 août à Goma, l'ambassadeur de l'Egypte à l'ONU, Amr Aboulatti, président du comité de sanctions relatives à la RDC. Selon Amr Aboulatti, qui revenait d'une mission à Beni, ceux qui vont prendre les sanctions vont s'appuyer sur des informations collectées pendant cette mission et celles données par le groupe d'experts des Nations unies.*

*Sud-Kivu: la population saccage un poste de police après un meurtre. La population du village Kabamba dans le territoire de Kabare (Sud-Kivu) a saccagé, vendredi 05 août, le poste de police de ce village. Elle accuse les forces de l'ordre de n'être pas intervenues à temps pour éviter un meurtre et ainsi accomplir sa mission de protéger les civils.*

*Ituri: activités paralysées à Mungwalu suite à la mort d'un orpailleur. Des centaines de creuseurs artisanaux d'or ont envahi vendredi 5 août matin les rues de la cité minière de Mungwalu pour protester contre la mort d'un orpailleur au foyer minier de Kpangba, à 80 kilomètres au nord de Bunia (Ituri). A cette occasion, les activités socio-économiques ont été paralysées, rapporte la société civile de Mungwalu.*

*Kinshasa : le PEV annonce la deuxième phase de vaccination contre la fièvre jaune. La deuxième phase de la campagne préventive de vaccination contre la fièvre jaune pour les 32 zones de santé de Kinshasa sur les 35 démarre le 17 août, indique le directeur national du Programme élargi de vaccination (PEV), docteur Guylain Kaya. Cette vaccination qui était prévue pour le mois de juillet a été repoussée au mois d'août à cause de l'indisponibilité des vaccins au niveau mondial. Cette campagne vise aussi, selon la même source, les 15 zones de santé frontalières avec l'Angola. Le directeur du PEV affirme que les dispositions sont prises pour que le programme se concrétise.*

*RDC: Joseph Kabila annonce les élections après l'opération d'enrôlement des électeurs. Le chef de l'Etat Joseph Kabila a annoncé la tenue des élections après l'opération d'enrôlement des électeurs, lancée le 31 juillet dernier au Nord-Ubangi par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Joseph Kabila a indiqué qu'après l'enrôlement des électeurs, la commission électorale va procéder à la publication du calendrier électoral et enfin convoquer les élections.*

*Dialogue: «Le facilitateur pose un problème de crédibilité», souligne Franck Diongo. Le vice-président de l'Alternance pour la République, Franck Diongo réitère la récusation du facilitateur du dialogue national, Edem Kodjo. Il a livré la position de sa plateforme au cours d'une réunion avec le groupe de soutien à la facilitation. Ce groupe international, composé du commissaire de l'UA, du représentant spécial de l'UA en RDC, du chef de la MONUSCO et de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands lacs, entend écouter une fois de plus chaque partie prenante afin de se faire une idée nette de la poursuite du processus électoral en cours. «Que le groupe de soutien se transforme en comité de facilitation parce que pour nous, le facilitateur pose un problème de crédibilité et de confiance», a déclaré Franck Diongo après sa rencontre avec le groupe de soutien. Le vice-président de l'Alternance pour la République a rappelé quelques préalables que pose son camp politique pour prendre part au dialogue notamment la libération des prisonniers politiques et l'abandon des poursuites judiciaires contre Moïse Katumbi, candidat déclaré à la prochaine présidentielle.*

*Maniema: installation de responsables à l'OCC. Le chef de Division du personnel à la direction générale de l'OCC, Kazadi Umba a installé, jeudi 4 août à Kindu, le nouveau directeur provincial et celui de la division financière de l'Office congolais de contrôle (OCC) au Maniema. Ce directeur de l'OCC, venu de Kinshasa, a dû casser les portes des bureaux des responsables suspendus après que ces derniers ont refusé de procéder à la remise et reprise. Le directeur provincial et celui des finances de l'OCC au Maniema sont accusés de mauvaise gestion et de détournements des frais de fonctionnement.*

*RDC: plusieurs banques en course pour racheter la BIAC. Plusieurs banques désirent racheter la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC) qui connaît des difficultés de trésorerie depuis cinq mois.*

*Goma: L'ONG GATT-RN sensibilise pour la révision du code minier. Le Groupe d'appui à la traçabilité et à la transparence dans la gestion des ressources naturelles (GATT-RN) plaide pour la révision du code minier, à Goma (Nord-Kivu). GATT-RN entend obtenir l'implication de tous les acteurs dans le processus de révision de l'actuel code minier congolais au cours de la*

*session parlementaire de septembre 2016. Prince Kihangi se plaint que «le même Code minier ne définit pas bien la communauté locale et la manière dont ces consultations doivent être menées». Il propose que la manière de consulter les communautés locales soient revue.*

*Lubumbashi: la MP organise une marche de soutien au dialogue. La Majorité présidentielle au Haut-Katanga a organisé, vendredi 5 août à Lubumbashi, une marche de soutien au dialogue national inclusif convoqué par le chef de l'Etat, à l'enrôlement et l'organisation des élections en RDC.*

*Dialogue: le G7 réitère son soutien aux préalables du Rassemblement de l'opposition. Le G7 réitère son attachement aux préalables du Rassemblement de forces acquises au changement pour participer au dialogue politique. Le Rassemblement de l'opposition exige entre autres, le départ d'Edem Kodjo et la libération des prisonniers politiques et d'opinion. Charles Mwando Nsimba a également insisté sur la nécessité de répondre à ces préalables en vue de créer un environnement politique favorable à la tenue d'un dialogue serein et constructif selon la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations Unies.*

## **Samedi 6 août.**

*Nord-Ubangi: la société civile doute de la poursuite de l'opération d'enrôlement. La société civile du Nord-Ubangi émet des doutes sur la poursuite de l'opération d'enrôlement des électeurs suite au mauvais état des routes de cette nouvelle province issue du démembrement de l'Equateur. « Les routes sont en très mauvais état en cette période pluvieuse et cela risque de rendre certaines localités les plus reculées inaccessibles. Si les agents recenseurs de la CENI pourront arriver tant bien que mal aux centres d'enrôlement, il sera difficile pour un bon nombre des habitants en âge de voter de faire le déplacement pour atteindre ces centres », a estimé Taylor Taima, le président de la société civile.*

*Le Kasai-Oriental compte 3990 personnes vivant avec le SIDA. Le Docteur Serge-Thomas Batuli, représentant de l'ONU/Sida au Kasai-Oriental, a révélé vendredi 5 août que cette nouvelle province compte 3 996 personnes vivant avec le VIH/SIDA. La plupart d'entre elles (environ 3 100) vivent dans la ville de Mbuji-Mayi. Une séance de dépistage volontaire de policiers a été organisée. Des préservatifs ont aussi été distribués.*

*RDC: majorité et opposition appelées à créer les conditions propices au dialogue. Le groupe de soutien au facilitateur du dialogue politique en RDC invite la majorité et l'opposition à créer les conditions propices à l'organisation de ce forum. Il encourage notamment le gouvernement à aller plus loin dans la libération des détenus politiques, comme mesure d'apaisement pour contribuer à créer les conditions d'un dialogue inclusif. Les émissaires de la communauté internationale réitèrent leur soutien à la tenue du dialogue pour éviter une crise. Le groupe de soutien qui a consulté ces derniers jours plusieurs composantes de la classe politique rappelle qu'il n'est pas là pour se substituer au facilitateur.*

*Fizi: l'hôpital général de Kilembwe peine à prendre en charge les malades. L'hôpital général de référence de Kilembwe connaît des difficultés de prise en charge des malades depuis bientôt 3 ans. Selon les autorités hospitalières, de nombreux malades (12% de patients) meurent dans cet hôpital chaque mois et la majorité des enfants âgés de moins de cinq ans. L'hôpital de Kilembwe a des difficultés pour se ravitailler en médicaments. Le staff médical doit se rendre à Bukavu pour acheter des médicaments. Un voyage de deux semaines qui comportent beaucoup de risques sécuritaires, selon des sources locales.*

*RDC: des miliciens incendient un camp de déplacés au Nord-Kivu. Des miliciens Mai-Mai Mazembe ont incendié le 6 août dans la matinée le camp de déplacés de Ngoroba dans le*

territoire de Rutshuru au Nord-Kivu. Ce camp héberge plus de 500 déplacés. Ils ont assiégé le camp pendant trois heures avant d'y mettre le feu.

*Ituri: la société civile plaide pour la réhabilitation de la centrale de Budana. La société civile de l'Ituri réclame la réhabilitation de la centrale hydro-électrique de Budana pour électrifier la ville de Bunia plutôt qu'une électrification de la ville congolaise à partir de l'Ouganda. De retour de l'Ouganda jeudi 4 août dernier, le président Kabila avait annoncé l'électrification de la ville de Bunia à partir de l'Ouganda. Le coordonnateur de la société civile provinciale de l'Ituri, Jean-Bosco Lalo, fait savoir que le projet d'électrification de certaines régions de cette province à partir de l'Ouganda n'est pas une nouveauté. Il indique que des poteaux électriques ont été installés il y a plus cinq ans dans la cité d'Aru pour le transport du courant à partir de l'Ouganda. Mais la cité vit encore sans électricité.*

*Kinshasa: inauguration de trois stades municipaux. Le ministre des Sports, Denis Kambayi Cimbumbu a inauguré, mardi 2 août, trois stades municipaux dans les communes de Barumbu, Matete et Ngaliema (Kinshasa). Le stade de Barumbu porte le nom de «Paul Bonga Bonga», celui de Matete s'appelle «Jean Kembo». Le stade de Ngaliema est nommé «Jean Muntubile». L'initiative du gouvernement, consistait à immortaliser ces trois gloires du football congolais.*

*Dialogue : le groupe de soutien salue les efforts d'Edem Kodjo. Le groupe de soutien dit féliciter le facilitateur Edem Kodjo pour les efforts qu'il ne cesse de déployer en vue d'emmener les parties congolaises sur la voie du dialogue. Cette structure appelle tous les acteurs congolais à manifester leur sens de coopération au facilitateur désigné de l'Union africaine pour tenir un dialogue national inclusif.*

*Affaire Gecoco: l'examen de la demande de liberté provisoire renvoyé à lundi. Le tribunal a renvoyé à lundi 8 août prochain l'examen de la demande de liberté provisoire de l'ancien député provincial de Kinshasa, Gérard Mulumba dit Gecoco. Ce dernier est, depuis trois jours, placé en détention provisoire à la prison centrale de Makala pour avoir tenté de faciliter, le 1er août, la sortie irrégulière du territoire congolais d'une dame, porteuse d'un passeport britannique qui ne lui appartiendrait pas.*

*Lubumbashi: le maire de la ville accusé de bloquer les activités de l'opposition. La coordination provinciale du Front Citoyen 2016 au Haut-Katanga accuse le maire de la ville de Lubumbashi, Jean-Oscar Sangouza d'entraver les activités de l'opposition. Selon lui, seules les manifestations de l'opposition politiques sont interdites à Lubumbashi.*

*Bukavu: marche des infirmiers pour saluer l'instauration de leur Ordre. Les infirmiers du Sud-Kivu ont organisé, samedi 6 août à Bukavu, une marche de joie pour saluer l'instauration de leur Ordre dans une ordonnance promulguée, le 31 juillet dernier, par le président de la République.*

## **Dimanche 7 août.**

*Elections après enrôlement: la majorité et l'opposition réagissent à l'annonce de Kabila. La majorité et l'opposition réagissent de manière diversifiée à l'annonce du chef de l'Etat de la tenue des élections après l'opération d'enrôlement des électeurs. Dans un entretien, le secrétaire général-adjoint de la MP, Joseph Kokonyangi, a estimé que Joseph Kabila a, par cette annonce, affirmé les prérogatives dévolues à sa fonction de garant de bon fonctionnement des institutions du pays. Ce que désapprouve Jean-Claude Vuemba, président du Mouvement du peuple congolais pour la République (MPCR), parti membre du Rassemblement de l'opposition, qui accuse Joseph Kabila de vouloir se muer en porte-parole*

de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Le secrétaire général-adjoint de la MP a indiqué que le chef de l'Etat sillonne le pays pour sensibiliser la population à l'enrôlement afin de constituer le corps électoral avant la mise en place de ce calendrier. Pour Joseph Kokonyangi, la révision du fichier électoral entend résoudre certaines contraintes techniques qui risquent d'entraver la tenue des élections notamment la problématique de nouveaux majeurs et des Congolais de la diaspora. Pour le président du parti d'opposition MPCR et membre du Rassemblement des forces acquises au changement, en annonçant la publication du calendrier électoral au terme de l'enrôlement des électeurs en lieu et place de l'institution concernée, Joseph Kabila s'est fait porte-parole de la Ceni. Il estime que le chef de l'Etat est responsable de la crise politique qui pointe à l'horizon du fait de n'avoir pas donné des moyens à la CENI.

Tshopo : plus de 23 000 déplacés vivent dans la précarité à Opienge. Plus de 23 000 personnes vivent dans la précarité dans la région d'Opienge en territoire de Bafwasende (Tshopo), annonce le Bureau de Coordination des affaires humanitaires dans son rapport du 3 août, à la suite d'une mission inter agence effectuée à Opienge. Il s'agit d'environ 1700 ménages de déplacés, près de 650 ménages retournés et de 1764 autochtones, familles d'accueil et autres vulnérables. Ces déplacés manquent des articles ménagers essentiels, des vivres, des produits de santé, d'hygiène et d'assainissement ainsi que des abris.

Equateur : seuls 18% des parents enregistrent leurs enfants à l'Etat civil. Seuls 18 % des parents inscrivent leurs bébés de 0 à 3 mois à l'Etat civil dans la province de l'Equateur, révèle le ministre provincial de la Décentralisation, Bruno Efoloko. Malgré la présence des agents chargés de cette opération dans les hôpitaux et autres centres de santé, fait remarquer le ministre, plusieurs parents contournent cette obligation. Bruno Efoloko recommande aux parents d'enregistrer les enfants dès leur naissance pour les sécuriser.

Elections après enrôlement: Joseph Kabila ouvre la voie du glissement, estime l'ACAJ. Le président de l'Association Congolaise pour l'Accès à la Justice(ACAJ), Georges Kapiamba, qui réagit à l'annonce du chef de l'Etat selon laquelle les élections ne seront organisées qu'après l'opération d'enrôlement des électeurs, estime que le président Joseph Kabila ouvre d'une manière officielle, la voie au glissement. Il relève les contradictions dans les différents propos du président de la République. « A la fois, le chef de l'Etat a dit que cela [l'organisation des élections] ne relève pas de la compétence du gouvernement, mais entre-temps, il ajoute que le calendrier ne pourra être publié qu'à l'issue des opérations d'enrôlement qui sont en cours que nous contestons. Là on annonce un glissement et la CENI a commencé déjà jouer ce jeu-là », fait-il remarquer.

Joseph Kabila à Ndjamen pour l'investiture d'Idriss Deby. Le Chef de l'Etat congolais Joseph Kabila est arrivé dimanche 7 août en fin d'après-midi à Ndjamen, la capitale du Tchad, où il va assister à l'investiture d'Idriss Deby, réélu en avril dernier pour un cinquième mandat à la tête du Tchad. Avant son départ pour le Tchad, Joseph Kabila a reçu dans sa résidence de Beni- où il a séjourné pendant 4 jours- la société civile locale, les associations féminines, les groupes des jeunes, les chefs coutumiers, les confessions religieuses et les opérateurs économiques.

Maniema : vive tension à Pangi suite à un conflit de terre entre deux groupements. Une vive tension est perceptible depuis une semaine dans deux groupements de Bause dans le secteur des Zikama à Pangi (Maniema). Des sources locales indiquent que cette situation est due à la descente de cinq policiers, trois militaires et une équipe du cadastre minier pour une nouvelle délimitation foncière entre Bause 1 et Bause 2. Cette question de délimitation oppose les deux groupements depuis plus d'une décennie.

*La RDC signe un partenariat avec une société sud-africaine pour améliorer le secteur routier. Le gouvernement de la RDC a signé, samedi 6 août à Kinshasa, un contrat de partenariat avec la société sud-africaine Syntell. Cette collaboration permettra de « moderniser le trafic routier en RDC ». Ce projet aidera la RDC à améliorer la circulation et d'avoir la maîtrise de l'accidentalité. Le projet entre la RDC et l'entreprise Syntell permettra aussi : la mise en place d'une banque des données fiables des propriétaires des véhicules ; l'amélioration des équipements de signalisation routière par la Commission nationale de prévention routière ; la création d'emploi. Le coût global de ce projet est de 10 millions USD. Ce fond a été préfinancé par la société Syntell. Elle se fera rembourser avec les recettes issues des contraventions routières et autres issues de la circulation routière.*

*Sud-Kivu : le nouveau chef de Nindja appelle à la paix. Quelques jours après son investiture comme chef de la chefferie de Nindja en territoire de Kabare (Sud-Kivu), le Mwami (chef) Marcel Munganga Nanindja appelle tous les habitants de sa communauté à la paix, l'unité et la réconciliation. La chefferie de Nindja est depuis plusieurs années, meurtrie par des violences et des conflits armés après la mort du feu Mwami Alexandre Maheshe Nanindja. Trois ans après, le gouverneur de province a signé, depuis le 3 août dernier, un arrêté nommant un des protagonistes à ce conflit à la tête de cette chefferie.*

## **Lundi 8 août.**

*RDC: pour la Dynamique de l'opposition, Joseph Kabila est «le vrai problème du pays». La Dynamique de l'opposition estime que le président de la RDC, Joseph Kabila, est « le vrai problème » du pays à la suite de son annonce de l'organisation des élections après l'enrôlement des électeurs. Au cours d'une conférence de presse tenue samedi 7 août à Kinshasa, le modérateur de cette plateforme, Freddy Matungulu l'accuse de haute trahison et d'instrumentaliser les institutions de la République. « La Dynamique note que M. Joseph Kabila se substitue à la CENI [Commission électorale nationale indépendante], en violant intentionnellement l'article 211 de la Constitution. Ce faisant, M. Joseph Kabila confirme une fois de plus que c'est lui qui instrumentalise toutes les institutions de la République. C'est donc lui le vrai problème dans notre pays », affirme Freddy Matungulu.*

*Isiro: le mauvais état des routes occasionne la hausse des prix. La détérioration des routes dans la province du Haut-Uélé causée par la forte pluviométrie de ces derniers jours a entraîné une hausse des prix des produits manufacturés et des denrées alimentaires sur les marchés d'Isiro, capitale provinciale. Toutes les routes qui mènent vers Isiro sont en mauvais état.*

*Kasaï-central : une attaque des miliciens fait neuf morts à Tshimbulu. Neuf personnes ont été tuées dans la nuit du dimanche à lundi 8 août à Tshimbulu, une ville située à environ 117 km au sud-est de Kananga (Kasaï-Central), dans une attaque que le maire de Tshimbulu attribue à une milice créée récemment par le chef Kamuina-Nsapu du territoire de Dibaya.*

*Nord-Kivu : 17 morts dans différentes attaques des miliciens à Rutshuru. Au moins dix-sept personnes ont été tuées lors de plusieurs incursions des miliciens dans les localités de la chefferie de Bwito à Rutshuru dans la nuit du dimanche à lundi 8 août, rapportent lundi des sources sécuritaires locales. Dans la foulée, les populations ont abandonné leurs habitations pour se réfugier dans des zones plus sécurisées.*

*RDC: 50 km de câbles caténaires volés sur la voie ferrée à Lwalaba et au Haut-Katanga. Environ 50 kilomètres de câbles caténaires de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) ont été volés depuis le début de cette année sur la voie ferrée dans les provinces du Lwalaba et du Haut Katanga. Ces câbles placés au-dessus des voies ferrées*

*permettent d'alimenter les trains en électricité. Le vol de ces câbles empêche le mouvement de plusieurs trains notamment à Likasi.*

*La Monusco achète 70 vélos pour les comités de pacification du Tanganyika. Le président de la société civile de Manono (Tanganyika), l'abbé Moïse Kiluba a distribué soixante-dix vélos aux comités de pacification de conflit ethnique entre Luba et pygmées, dans. Ces vélos achetés par la Monusco dans le cadre de son projet à impact rapide ont coûté 24 000 USD. Avec ces bicyclettes, les membres de cinq comités de pacification installés dans les localités de Kabeke, Mboyo, Mukebo, Senga et Njibu pourront se déplacer facilement.*

*Ituri: arrestation de 6 bandits armés à Hoho. La police nationale a arrêté, dimanche 7 août, six bandits armés dont deux militaires dans la localité de Hoho, située à la périphérie Sud de la ville de Bunia (Ituri). Selon le chef du groupement Lengabo, John Ginabo Kapiteni, ces malfaiteurs ont été appréhendés avec certains effets militaires qui ont été récupérés par la police.*

*Kinshasa: début de la collecte de fonds en faveur de la population de Beni. L'ASBL Mutoto a entamé, vendredi 5 août à Kinshasa, la campagne de collecte de fonds en faveur de la population de Beni, situé à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Ce territoire est en proie à l'insécurité entretenue par les rebelles ADF. Les membres de cette association, vêtus de tee-shirt sillonnent le centre-ville de Kinshasa avec des paniers en mains pour cette collecte. «Les biens ainsi recueillis seront acheminés à Beni avant la rentrée scolaire», a indiqué le président national de l'ASBL Mutoto, Jérémie Kizito.*

*Fichier électoral : la CENI sollicite la participation des leaders de la société civile. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) sollicite la participation des leaders de la société civile pour élaborer un bon fichier électoral, a plaidé lundi 8 août le président de cette institution, Corneille Nangaa. La CENI dit compter sur la société civile, pour son rôle d'accompagnement et de contrepoids contre toutes les pesanteurs, les défis et les contraintes qui la guettent, a déclaré Elodie Ntamuzinda, membre de l'assemblée plénière de la centrale électorale. Le président du cadre des concertations des organisations de la société civile, Mfumumu Nanza, a promis l'appropriation de ce processus par les leaders de la société civile et la sensibilisation à la base qui s'en suivra, afin d'amener les Congolais à s'enrôler massivement.*

*RDC : l'Union des Républicains dénonce l'enlèvement de son président national. M. Norbert Luyeye, le président national de l'Union des Républicains, a été enlevé, dimanche 7 août à Kinshasa avec quelques membres de ce parti politique de l'opposition. Ils ont été amenés vers une destination inconnue, a indiqué Gabriel Mundadi, le porte-parole de ce parti.*

*Kinshasa : le gouvernement interdit l'importation des véhicules à volant à droite. Le gouvernement provincial de Kinshasa a interdit l'importation des véhicules à volant à droite. Cette décision sera mise en vigueur à partir de janvier 2017. Tous les propriétaires des véhicules disposant de volant à droite doivent, selon cette mesure, placer les guidons de leurs voitures à gauche, conformément au code de la route applicable en RDC.*

*Tshopo : 500 millions USD pour relancer les activités de la cimenterie de Maiko. Le gouvernement congolais a débloqué deux cent cinquante millions de dollars américains pour la relance des activités de l'ex-cimenterie de la Province-Orientale (CIPOR), dénommé actuellement cimenterie de Maiko (CIMAİKO). Dans cette optique, le gouvernement congolais a signé en juillet dernier un contrat de partenariat avec le multinational Satarem Limited, une entreprise de construction connu également à l'international pour son expertise dans le secteur de la cimenterie.*

## **Mardi 9 août.**

*Arrestation à Kinshasa de neuf jeunes qui réclamaient leur participation au dialogue. Neuf jeunes du collectif des organisations des jeunes de la RDC ont été arrêtés, lundi 8 août à Kinshasa. Le rapporteur de ce regroupement, Antoine Makay, accuse les éléments de la Police nationale congolaise (PNC) d'avoir arrêté ses camarades. Ces jeunes ont été embarqués dans deux véhicules de la PNC alors qu'ils se trouvaient devant le bâtiment qui abrite les bureaux de la facilitation du dialogue congolais où ils étaient partis réclamer leur participation au dialogue politique, explique Antoine Makay. Il demande la libération de ces personnes.*

*Shabunda produit «des minerais sans liens avec les conflits armés». Le territoire de Shabunda produit désormais «des minerais sans lien avec les conflits armés», a annoncé lundi 8 août le ministre provincial des mines du Sud-Kivu, Apollinaire Bulindi, évoquant le rapport d'une mission conduite sur place par le chef de la division des mines. Selon ce rapport, cinq des six groupements de ce territoire sont complètement libérés de tout conflit armé et le processus d'étiquetage des minerais s'y fait normalement. Ce rapport précise aussi que treize sites ont été qualifiés pour commercialiser les minerais dans ce territoire.*

*Mbuji-Mayi: les avocats demandent la levée de l'immunité d'un député provincial. Les avocats du barreau de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) ont organisé, lundi 8 août, une marche dans les artères de la ville pour demander la levée de l'immunité du député provincial Jaer Muendele. Dans un mémorandum remis au président du bureau de l'assemblée provinciale du Kasaï-Oriental, ils accusent cet élu d'avoir fait tabasser leur collègue, Christian Ndiadia. Ces avocats disent solliciter la levée de son immunité, afin de pouvoir traduire le député incriminé en justice.*

*Un accident fait 12 morts sur la route Likasi-Kolwezi. Douze personnes sont mortes et six autres grièvement blessées dans un accident de circulation survenu, lundi 8 août, sur la route Likasi- Kolwezi, à la hauteur de la cité de Fungurume (Lualaba). Des témoins attribuent cet accident à l'excès de vitesse et à la surcharge du minibus.*

*Un soldat tué après avoir abattu 4 personnes au Tanganyika. Quatre personnes ont été tuées lundi 8 août, dans la localité de Nyunzu (Tanganyika) par le soldat de première classe de l'Unité commando, Makanzu. Ce dernier, selon des sources concordantes, a été par la suite abattu par ses compagnons d'armes, qui cherchaient à le maîtriser. Le mobile de ce crime reste flou, surtout que le meurtrier a lui-même été abattu.*

*Alex Kande appelle au calme après affrontements entre policiers et miliciens à Tshimbulu. Le gouverneur de la province de Kasaï-Central, Alex Kande, appelle la population de Tshimbulu au calme et à reprendre normalement ses activités. Dans un message diffusé en boucle sur les antennes des radios de Kananga lundi 8 août, il promet de restaurer l'autorité de l'Etat dans cette cité meurtrie depuis dimanche dernier par l'attaque d'une milice locale «composée des mineurs et semant la terreur parmi la population». Depuis lundi, toutes activités économiques ont été paralysées suite à un affrontement qui a opposé les forces de l'ordre à une milice créée récemment par le chef Kamuina-Nsapu du territoire de Dibaya. Ce dernier a décidé depuis deux mois, selon des sources locales, de «débarrasser le Kasaï-Central de tous les services de l'ordre, auteurs des tracasseries de tous genres à l'encontre de la population.»*

*Un policier abat un présumé rival à Bunia. Un policier a abattu lundi dernier au quartier Mudzipela à Bunia un homme qu'il soupçonnait d'entretenir une liaison amoureuse avec sa concubine. Le major Abeli Mwangi, le porte-parole de la Police nationale congolaise (PNC) en Ituri l'a rapporté mardi 9 août à Radio Okapi.*



*La taxe sur le ciment importé baisse de 50% au Kongo-Central. Le gouvernement provincial du Kongo-Central a, depuis samedi 6 août, baissé de 50% la taxe sur les ciments gris importés, à Matadi. Elle est passée de 3 000 francs congolais à 1 500 francs congolais par sac de ciment gris de 50 kilos. Les importateurs du ciment gris en provenance de l'Angola via le poste frontalier de Lufu ont salué cette mesure. Mais, les consommateurs se plaignent du fait que la baisse de la taxe n'ait pas eu d'effets sur le prix actuel d'achat de sac de ciment, vendu actuellement à 12 500 francs congolais (13,14 USD)*

*Kinshasa: la SNEL procède au recouvrement forcé de ses factures. La Société nationale d'électricité (SNEL) a entamé, depuis fin juillet dernier, la campagne de recouvrement forcé des factures auprès de ses abonnés de Kinshasa. Ses équipes passent dans des parcelles interrompant la fourniture en énergie des abonnés qui ne sont pas en règle de paiement.*

*Nord-Ubangi: certains centres d'inscriptions affichent des listes électorales. Certains centres d'inscriptions de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) affichent les premières listes électorales à Gbadolite dans la province du Nord-Ubangi, indiquent des sources locales. Les présidents du centre du collège de Gbadolite et de l'institut Kaya indiquent que l'opération de révision du fichier électoral est bien organisée et qu'elle se poursuit normalement, malgré l'absence d'engouement des électeurs et quelques problèmes techniques. Les chefs des centres indiquent que les difficultés auxquelles ils sont confrontés sont d'ordre technique et de carence des machines qui rendent les opérations lourdes et longues.*

*Haut Lomami : un inspecteur judiciaire vérifie la conformité des filets de pêche. Les pêcheurs du secteur de Kizanga dans le Haut Lomami sont mécontents. Un inspecteur judiciaire vérifie s'ils utilisent les filets à mailles prohibées, une prérogative réservée au service de l'agriculture pêche et élevage et non au parquet, explique Mathieu Ilunga Ngandu, président de la Société civile du territoire de Bukama(Haut-Lomami). Le même inspecteur impose des amendes de l'ordre de 5 à 20 dollars lorsqu'il juge les filets non conformes.*

*La centrale hydro-électrique de Bendera de nouveau en panne. La centrale hydro-électrique de Bendera qui alimente la ville de Kalemie (Tanganyika) est de nouveau tombée en panne samedi 6 août. Cette centrale, unique source d'approvisionnement en énergie électrique dans la zone, avait connu une panne similaire il y a de cela quatre mois. Les services de la SNEL indiquent que l'alternateur de cette centrale est touché.*

*La RDC refuse de renouveler le visa d'Ida Sawyer, chercheuse de HRW. Les autorités congolaises ont refusé mardi 9 août de renouveler le visa de la chercheuse Ida Sawyer de l'ONG américaine Human Rights watch. Elle devra quitter Kinshasa dès ce soir. Ida Sawyer est au Congo depuis 2008. Elle disposait d'un visa d'établissement valable jusqu'en 2019. Il a été annulé en début du mois de juillet par la DGM, ajoute Sonia Rolley. Ida Sawyer avait alors obtenu un visa qui courait jusqu'en début août. C'est quand elle a voulu renouveler son visa que les services de migration ont refusé. Dans un communiqué de Human Right Watch parvenu à Radio Okapi, le directeur exécutif de cette ONG américaine, Kenneth Roth, a déclaré que la décision du gouvernement « est une tentative de museler les rapports sur la répression brutale du gouvernement de ceux qui soutiennent la limitation des mandats présidentiels ».*

*Nord-Kivu : crash d'un hélicoptère de la Monusco à Mavivi. Un hélicoptère de la Monusco s'est écrasé mardi 9 août dans l'après-midi à l'aéroport de Mavivi à Beni (Nord-Kivu). D'après Mamadou Diallo, Représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'Onu, l'appareil de fabrication ukrainienne est tombé au décollage. Aucun mort, ni de blessé n'a été enregistré, indique la Monusco. La mission affirme avoir déjà mis en route le processus d'investigation pour savoir quelles sont les causes de cet accident.*

*Equateur : des jeunes du MLC demandent l'éviction de leur président fédéral. Un groupe de jeunes du Mouvement de libération du Congo (MLC) demande l'éviction du président fédéral et quelques membres de son comité. Ces jeunes ont manifesté, lundi 8 août à Mbandaka devant le bureau de la fédération de la nouvelle province de l'Equateur. Ils les accusent de « léthargie en ce moment de grands enjeux politiques ». « Le MLC ne fonctionne pas. C'est le comité fédéral qui est censé encadrer la base. Nous avons décidé de dissoudre l'ancien comité fédéral et de monter un autre », a affirmé un manifestant.*

## **Mercredi 10 août.**

*Les autorités du territoire de Rutshuru seront déplacées à Bwito. Pour faire face à l'insécurité qui prévaut dans la chefferie de Bwito, le comité provincial de sécurité du Nord-Kivu a décidé d'y déplacer temporairement les autorités du territoire de Rutshuru. La chefferie de Bwito fait face à des affrontements entre milices locales et étrangères depuis plusieurs semaines. Les groupes Mai-Mai NDC/Rénové et Mazembe attaquent les rebelles rwandais des FDLR et leurs alliés Nyatura pour « libérer » les territoires conquis par ces derniers combattants.*

*Moins de poissons au lac Tanganyika: le réchauffement climatique en cause. La surpêche n'est pas la seule raison pour laquelle les poissons se font plus rares dans le lac Tanganyika, le plus vieux et plus profond d'Afrique: le réchauffement climatique est aussi en cause, selon une étude américaine. Ce lac tout en longueur se trouve entre la Tanzanie, le Burundi, la RDC et la Zambie. Pour parvenir à leurs conclusions les scientifiques ont étudié les sédiments au fond du lac, remontant jusqu'à 1.500 ans pour analyser les changements de biodiversité. L'étude, publiée lundi dans le journal Proceedings of the National Academy of Sciences, montre ainsi que le lac se réchauffe depuis les années 1800, ce qui conduit à un déclin des algues dont se nourrissent les poissons et donc à une baisse du nombre de poissons. Les habitants de la région se reposent beaucoup sur le lac, qui fournit jusqu'à 60% des protéines animales pour les autochtones, avec notamment 200.000 tonnes de poisson pêchés chaque année.*

*RDC: 33 ONG demandent à la Monusco de retirer son appui à la CENI. Le collectif des 33 ONG, une plateforme d'organisations congolaises de défense de droits humains, demande à la Monusco de cesser de soutenir les opérations électorales de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Dans un communiqué de presse, le président de ce collectif, Me Georges Kapiamba, indique que les opérations d'enrôlement des électeurs conduites par la commission électorale dans le Nord-Ubangui ne respectent pas la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations Unies. « Etant donné que la Monusco est l'émanation du Conseil de sécurité, et que la résolution 2277 en ses points 9 et 10 ont imposé à la CENI de publier le calendrier électoral devant tenir compte des impératifs de délais constitutionnels. Et que la CENI n'a pas respecté les termes de cette résolution, la Monusco ne peut pas continuer à soutenir les opérations qui vont à l'encontre de l'esprit et de la lettre de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies », a estimé Me Georges Kapiamba. Pour lui, ce qu'il y a lieu de faire est de mettre la pression sur les responsables de la CENI, sur le gouvernement congolais, « de manière à ramener tout le monde dans l'esprit du respect de la constitution ». Réagissant à cette demande, la Monusco affirme que l'appui qu'elle apporte à la CENI s'inscrit dans la ligne droite de la Résolution 2277 du Conseil de sécurité. « Je laisse aux ONG et à la société civile d'interpréter la résolution 2277 comme elles l'entendent. Ce que moi j'en connais est que c'est une demande explicite et une indication claires faites aux systèmes des Nations unies, la Mission et les programmes d'accompagner techniquement et logistiquement la revue du fichier électoral », a expliqué le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ON. Il dit reconnaître le rôle d'éveil et d'alerte que jouent les ONG et la société civile de la RDC dans le processus électoral. Mais s'il y a des doutes ou des hésitations,*

*Mamadou Diallo, invite la société civile congolaise à se rapprocher d'elle afin qu'en travaillant ensemble, ces doutes soient levés.*

*Un militaire tué dans une incursion des miliciens à Mitwaba. Un militaire a été tué et trois autres blessés dimanche 7 août dans une attaque des miliciens Mai-Mai dans le village Tomombo à Mitwaba (Haut-Katanga). Des sources locales indiquent que plusieurs miliciens ont également été blessés au cours de cette attaque.*

*Mbandaka : les jours d'une victime de violence militaire en danger. Les jours de Mosilo Ngenge sont en danger. Ce jeune homme avait reçu une balle à la hanche lors des représailles des soldats des FARDC en 2005 contre les riverains du camp Bokala dans la ville de Mbandaka, selon Charlotte Iyomi, présidente de l'organisation qui regroupe les 152 victimes de cette tragédie. Le jeune homme ne bouge plus, ses plaies ouvertes et puantes ne sont pas soignées, affirme la même source. Elle demande aux autorités de prendre en charge ce jeune homme, mais aussi d'indemniser les victimes, comme l'a recommandé Cour Militaire de l'Equateur. En juin 2005, un Sergent de la 39ème Brigade des FARDC, en transit au camp Bokala à Mbandaka(Equateur) pour le brassage, avait été retrouvé mort. Ses compagnons avaient alors lancé une expédition punitive sur la population environnante. Il y a eu sept morts et plusieurs blessés, ainsi que de nombreux cas de viol et de pillage. La Cour Militaire de l'Equateur, avait rendu, au second degré, l'arrêt, demandant à l'état d'indemniser les victimes à hauteur de 479 500 dollars. Neuf ans après, les victimes disent n'avoir pas été indemnisées.*

*Le droit à l'éducation au centre de la Journée internationale des autochtones à Kinshasa. Les intervenants aux différentes manifestations organisées à l'occasion de la journée internationale des peuples autochtones, célébrée le 9 août, ont axé leurs messages sur le droit à l'éducation des autochtones. Le thème choisi pour cette année est «la population autochtone et le droit à l'éducation».*

*Nord-Ubangi: certains habitants se plaignent de la lenteur de l'opération d'enrôlement. Certains habitants du Nord-Ubangi se plaignent de la lenteur de l'opération d'enrôlement des électeurs lancée depuis quelques jours dans leur province. Dans certains centres d'enrôlement, des ordinateurs et des scanners connaissent des pannes, obligeant les opérateurs de la commission électorale à interrompre momentanément leur travail.*

*Forum social mondial: le CENADEP demande aux multinationales de respecter leur responsabilité sociale. Le directeur général du Centre national d'appui au développement et à la participation populaire (CENADEP), Danny Singoma, qui participe au Forum social mondial pour le compte de la RDC, demande aux multinationales installées dans ce pays de respecter leur responsabilité sociale. Il leur recommande de participer à l'amélioration du niveau de vie des populations des régions dans lesquelles elles sont installées et de respecter les droits de l'homme de ces populations. Ce forum social mondial se tient pour la toute première fois à Montréal (Canada) du mardi 9 au dimanche 14 août. Cette rencontre, présentée comme le plus grand rassemblement de la société civile, vise à trouver des alternatives concrètes au modèle économique néolibéral et aux politiques fondées sur l'exploitation des êtres humains et de la nature.*

*Des Mai-Mai se livrent aux pillages à Mitwaba. Plusieurs biens de valeurs des villageois, dont de l'argent et des articles de commerce, ont été emportés dans la nuit du lundi à mardi 9 août après une incursion des Mai-Mai à Mvula, une localité du territoire de Mitwaba dans la province du Haut-Katanga. Les mutins, armés de fusils, machettes, gourdins et flèches, ont d'abord tiré des coups de feu en l'air, provoquant la fuite des villageois en brousse.*

*Kisangani: des étudiants de l'IFA réclament la réhabilitation de leur home incendié. Plus de deux cents étudiants de l'Institut facultaire des sciences agronomiques de Yangambi (IFA) à Kisangani ont réclamé mercredi 10 août la réhabilitation du home NPK dans lequel ils étaient logés. Le bâtiment a été incendié depuis juillet dernier par un groupe d'étudiants de l'Université de Kisangani. Les étudiants sinistrés réclament également la restitution de leurs biens perdus dans cet incendie et des poursuites judiciaires contre les auteurs de cet «incendie criminel.»*

*Kinshasa: un incendie ravage l'entrepôt du super marché Regal. L'entrepôt du supermarché Régau au quartier Bon marché dans la commune de Barumbu a été ravagé par un incendie, mardi 9 août. Les dégâts matériels sont importants. Le feu a été maîtrisé grâce l'intervention des sapeurs-pompiers de la ville et ceux de la MONUSCO, qui sont intervenus « d'une manière efficace pour maîtriser le feu ».*

*RDC : les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères déclenchent une grève sèche. Les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères ont déclenché depuis mercredi 10 août à Kinshasa une grève sèche. Sous l'encadrement de leurs délégations syndicales, ils revendiquent notamment la reconnaissance du statut des diplomates et le partage équitable des recettes des passeports et visas, affirme le président du syndicat du corps des diplomates de la RDC, Louis Kinyamba. Les agents du ministère des Affaires étrangères indiquent qu'à l'instar de l'ordre des médecins, des infirmiers et du corps des avocats, les diplomates doivent aussi avoir un corps reconnu. Selon eux, le corps des diplomates est le seul qui soit « authentique et intrinsèque ».*

*Financement des élections : Gaston Dyndo propose la vente d'une concession minière. L'opposition extra-parlementaire a proposé, mercredi 10 août, aux autorités congolaises de mettre en vente une des concessions minières du pays non exploitées pour financer les élections. Selon le coordonnateur de cette plateforme, Gaston Dyndo, cette suggestion permettra au gouvernement de doter la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de moyens conséquents pour l'organisation des élections dans les délais constitutionnels.*

*Un nouveau projet de la RATPK pour assainir la ville de Kinshasa. La régie d'assainissement et des travaux publics de Kinshasa (RATPK) a lancé depuis le début de la semaine dernière un nouveau projet pour l'assainissement de neuf communes de la ville de Kinshasa, autrefois pris en charge par le projet PARAU de l'Union Européenne. Selon les responsables de cette régie, le projet fait intervenir, pour la collecte des déchets de porte à porte, des ONG partenaires et les agents des communes concernées, moyennant paiement de cinq mille francs congolais par mois pour chaque parcelle. Au sein de la population concernée, les avis sont partagés entre l'efficacité de ce projet et la crédibilité des agents commis pour la perception de cette somme.*

*Enrôlement : la CENI satisfaite de l'opération au Nord-Ubangi. Dix jours après le lancement de l'identification et de l'enregistrement des électeurs, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) se dit satisfaite de l'évolution positive de l'opération dans le Nord-Ubangi. Selon son rapporteur, Jean-Pierre Kalamba, qui s'est exprimé mercredi 10 août à Radio Okapi, les problèmes techniques et humains rencontrés dans les centres d'enrôlement sont à minimiser. Ces problèmes ne sont pas insurmontables, étant donné qu'on est dans une province pilote pour tester les machines et apporter les corrections avec les fournisseurs.*

*Kasaï-Central : le calme revient à Tshimbulu. Après deux jours de tensions à Tshimbulu, le calme est revenu dans ce village du Kasaï-Central. Les forces de l'ordre dépêchées sur place ont mis en déroute, vers 17heures, la milice du chef Kamuena Nsapu et le chef de ce mouvement serait en fuite.*

*RDC : la SONAS soupçonnée de détourner des fonds de la TVA et de l'IPR. La Société nationale d'assurances (SONAS) est soupçonnée d'avoir détourné des fonds, dont le montant n'a pas été révélé, aux titres de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l'Impôt professionnel sur le revenu (IPR). Ces cas présumés des détournements ont été rapportés en mars dernier par un collectif des agents de cette entreprise au ministère des Finances. Des sources proches de ce ministère renseignent que les services du ministère des Finances mènent depuis quelques semaines une enquête sur cette situation. Selon le porte-parole du collectif des agents de la SONAS, Bamanayi Kambala, ces détournements seraient perpétrés « de manière systématique » au sein de la Société nationale d'assurances.*

## **Jeudi 11 août.**

*RDC: la CENCO propose sa médiation pour «baliser le chemin du dialogue». La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) propose son soutien au groupe de facilitation du dialogue politique pour débloquer l'impasse observée pour le démarrage du dialogue national. Les évêques ont fait cette proposition, mercredi 10 août, lors de leur rencontre avec le Facilitateur Edem Kodjo à Kinshasa. Selon l'Abbé Leonard Santedi, secrétaire général de la CENCO, les évêques proposent cette médiation « étant donné qu'il y a quelques obstacles ». Les évêques se disent prêts à rencontrer, le plus tôt possible, les acteurs politiques congolais tant de la Majorité que de l'opposition, afin de débloquer le dialogue politique. D'après lui, le facilitateur a apprécié cette démarche des évêques.*

*RDC: 10,5 millions de personnes seront vaccinées contre la fièvre jaune. La RDC va vacciner près de 10,5 millions de personnes de 9 mois et plus, lors d'une campagne préventive couvrant quarante-huit zones de santé à risque, a annoncé à la presse mercredi 10 juillet le ministre de la Santé publique, Dr Félix Kabange Numbi. Il a confirmé que la campagne allait se dérouler du 17 au 26 août 2016 et appelé «toutes les personnes ciblées de la tranche d'âge de 9 mois et plus à aller se faire vacciner gratuitement dans les sites de vaccination fixes qui seront mis en place», au cours de ces activités de vaccination. A la date du 10 août 2016, la RDC notifie 74 cas de fièvre jaune confirmés à travers le pays, dont 56 cas importés de l'Angola et 18 autochtones enregistrés dans les provinces du Kongo-Central, Kinshasa, Kasai-Central, Kasai, Lualaba et Kwango.*

*Nord-Kivu: soupçonné de trafic d'armes, un officier de l'armée en cavale. Le lieutenant-colonel Georges Engulu, commandant du bataillon d'intervention Sokola 2, est en cavale depuis lundi 8 août. Il est soupçonné de trafic d'armes et de munitions au profit des groupes armés. L'épouse de cet officier de l'armée et un élément de sa garde ont été arrêtés dimanche 7 août à Goma. La femme a été interceptée en possession des minutes de guerre. Le lieutenant-colonel Georges Engulu commandait une unité de l'armée à Buleusa.*

*Jean-Lucien Bussa dénonce «une propension» à «vouloir éviter» l'élection présidentielle. Le porte-parole de la coalition de l'opposition Front des démocrates, Jean-Lucien Bussa, a dénoncé mercredi 10 août « une propension » à vouloir éviter l'élection présidentielle. Pour lui, « l'alternance démocratique prescrite par la constitution » est encore possible. Le deuxième et dernier mandat de l'actuel président Joseph Kabila s'achève en décembre prochain. La commission électorale a annoncé que des contraintes techniques ne permettaient pas d'organiser l'élection présidentielle cette année. Pour Bussa, « tout est question de volonté politique».*

*L'ACAJ réclame des sanctions exemplaires contre les miliciens de Tshimbulu. Le président provincial de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) au Kasai-Central, Adrien Ilobakwayi, a réclamé mercredi 10 août des sanctions exemplaires contre le chef milicien Kamuina-Nsapu et ses collaborateurs. Ces derniers se sont affrontés aux forces de l'ordre dimanche dernier à Tshimbulu, faisant une dizaine de morts dans cette ville. Maître Adrien*

*Ilobakwayi déplore le bilan de ce conflit et invite les autorités locales et provinciales à faire toute la lumière sur cette affaire. Il fait remarquer que les autorités municipales et provinciales ont une part de responsabilité dans ce qui s'est passé à Tshimbulu. « La population a besoin de comprendre ce qui s'est passé sous l'œil impuissant des autorités urbaines et provinciales », a-t-il poursuivi.*

*Pas de session extraordinaire pour les assemblées provinciales issues de la Province Orientale. Le ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab, a annoncé dans une lettre datée du 4 août que les sessions extraordinaires des assemblées provinciales du Bas-Uélé, Haut-Uélé, Ituri et Tshopo n'auraient pas lieu. Ces sessions devaient être convoquées pour investir les gouvernements de ces nouvelles provinces issues du démembrement de la Province Orientale. «La situation financière actuelle ne permet pas l'organisation et la tenue des sessions extraordinaires de vos assemblées respectives», écrit Evariste Boshab dans sa lettre adressée aux présidents de ces organes législatifs. Le ministre leur demande d'attendre les sessions ordinaires pour organiser l'investiture des gouvernements provinciaux.*

*Affaire Katumbi: la santé de la greffière Kamona se dégrade en détention. Arrêtée depuis plus d'une semaine, la greffière titulaire du tribunal de paix de Lubumbashi/Kamalondo, Marie Kamona est tombée malade et n'est pas prise en charge par l'Etat. Sa famille biologique l'a déploré mercredi 10 août, demandant sa libération provisoire pour qu'elle bénéficie des soins appropriés. La détention de Mme Kamona fait suite à la disparition du dossier judiciaire de Moïse Katumbi.*

*L'ASADHO exige la libération de l'opposant Norbert Luyeye. L'Association africaine de défense des droits de l'homme (ASADHO) appelle à la libération du président du parti de l'opposition Union des républicains (UR), Norbert Luyeye, «enlevé» depuis quatre jours à Kinshasa par des militaires. Cette ONG signale que l'enlèvement de Norbert Luyeye a été accompagné de la violation et perquisition illégale de sa résidence, au quartier 5 dans la commune de N'djili. Elle rappelle que le président de l'UR a été kidnappé trois jours après avoir fait une déclaration dans laquelle il doutait de la tenue des élections dans le délai constitutionnel, du dialogue conformément à l'accord-cadre et du dialogue annoncé par Joseph Kabila.*

*Les forces de l'ordre appellent la population de Tshimbulu à «vaquer à ses occupations». Les FARDC et les policiers, qui contrôlent depuis mercredi 10 août soir la ville de Tshimbulu (Kasai Central), demandent à la population de vaquer librement à ses occupations. Les policiers du groupe mobile d'intervention notamment sensibilisent les populations et les invitent au calme, renseigne la société civile locale. Des sources concordantes indiquent qu'avant d'atteindre Tshimbulu, les militaires se sont affrontés aux miliciens dans la périphérie de la mission catholique Tshikula. Mais le bilan de ces combats n'est toujours pas connu.*

*Sud-Kivu: la population de Kashusha proteste contre le meurtre de 3 personnes. La population de Kashusha dans le territoire de Kabare (Sud-Kivu) en colère a barricadé, jeudi 11 août, la route principale qui mène à l'aéroport de Kavumu, pour protester contre le meurtre de trois personnes et l'insécurité devenue grandissante dans ce milieu. Des bandits armés ont attaqué mercredi 10 août, quatre maisons faisant trois morts et deux blessés graves.*

*Dialogue : l'Alternance pour la République appelle Edem Kodjo à la neutralité. L'Alternance pour la république (AR) invite le facilitateur du dialogue politique, Edem Kodjo à faire preuve de neutralité pour trouver des solutions aux préalables posés [par l'opposition] avant la tenue du dialogue. Dans une déclaration faite jeudi 11 août à la presse, cette plateforme qui soutient la candidature de Moïse Katumbi à la présidentielle invite le facilitateur à discuter avec le chef de l'Etat « au lieu de rester sur ses lauriers ». L'AR pose quelques préalables pour prendre part au dialogue notamment la libération des prisonniers politiques et l'abandon des poursuites judiciaires contre Moïse Katumbi. Elle recommande également au gouvernement*

de rouvrir les médias fermés (Canal Kin TV, Canal Futur, Congo Media Chanel et autres) et de mettre fin au dédoublement des partis politiques. Selon le vice-président de l'AR, Edem Kodjo devrait répondre aux préalables de l'opposition, « en faisant pression sur le président Kabila ».

En visite à Miriki, Joseph Kabila promet de rétablir la sécurité dans la région. Le président de la RDC, Joseph Kabila, a visité, jeudi 11 août, la localité de Miriki, dans le territoire de Lubero au Nord-Kivu. C'est la première visite du chef de l'Etat dans cette partie de la province. Celle-ci intervient après les conflits inter-ethniques ayant opposé les communautés Nandé et Hutus, en janvier dernier. Ces tensions se sont soldées par le massacre de plusieurs civils. Elles avaient aussi occasionné le déplacement de nombreuses personnes. A Miriki, Joseph Kabila s'est entretenu avec les notables locaux, les membres de la société civile, une délégation des chefs coutumiers et des déplacés de Buleusa. Ils ont échangé autour de l'insécurité dans la région. Face à cette préoccupation, Joseph Kabila a promis de faire tout son possible pour ramener la paix et rétablir la sécurité dans la région.

## **Vendredi 12 août.**

RDC: Jean Marc Kabund-a-Kabund nommé secrétaire général de l'UDPS. Le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Etienne Tshisekedi, a nommé Jean Marc Kabund-a-Kabund comme nouveau secrétaire général de son parti. M. Kabund-a-Kabund remplace Bruno Mavungu qui occupait ce poste depuis 2012. Dans le communiqué annonçant cette nomination, Etienne Tshisekedi évoque notamment «l'impératif de redynamiser l'exécutif national du parti en l'adaptant aux enjeux politiques de l'heure ».

RDC : la MP accuse l'opposition d'empêcher Joseph Kabila d'exercer ses prérogatives constitutionnelles. La Majorité présidentielle s'oppose à toute démarche de l'opposition visant à empêcher le président Joseph Kabila d'exercer ses prérogatives constitutionnelles. Le porte-parole de cette plateforme, André Alain Atundu, l'a affirmé jeudi 11 août à Kinshasa dans une conférence de presse. Pour lui, les multiples tergiversations qui caractérisent une frange de l'opposition prouvent à suffisance son manque de volonté de voir le processus électoral arriver à bon port.

Trente-cinq personnes sont mortes de diarrhée au Nord-Ubangi. Trente-cinq personnes sont mortes de diarrhée au cours de deux dernières semaines dans la zone de santé de Bili au Nord-Ubangi. Les autorités médicales ont envoyé des échantillons à l'Institut national de recherche biologique (INRB) à Kinshasa pour découvrir les causes de cette diarrhée. Les malades- 387 cas ont été enregistrés- présentent des symptômes du choléra, notamment une forte diarrhée liquide accompagnée de vomissement. La même source indique que la plupart des malades décédés étaient venus de la République centrafricaine où sévit le choléra.

Fièvre jaune : la société civile du Kwango plaide pour la vaccination dans toutes les zones de santé. La société civile Forces vives du Kwango demande aux autorités congolaises d'étendre la vaccination contre la fièvre jaune, prévue du 17 au 26 août sur toute l'étendue de cette province. Selon Lucien Lufutu, président de cette organisation, toutes les zones de santé du Kwango sont touchées par cette maladie.

Kinshasa : le procès de Gustave Bagayamukwe de nouveau reporté. Le procès de Gustave Bagayamukwe, ancien président de l'association pour la défense des intérêts de la ville de Bukavu(ADIB) a été renvoyé, pour la troisième fois, jeudi 11 août 2016, à une date ultérieure. Pourtant, indique les avocats de Gustave Bagayamukwe, leur client accusé des faits insurrectionnels est bénéficiaire de la loi d'amnistie du 11 février 2014 et devrait déjà

recouvrer la liberté. Le ministère public confirme que les faits pour lesquels Gustave Bagyamukwe a été poursuivi sont éteints.

*Nord-Kivu: des policiers abandonnent leurs postes à Bwito. Certains policiers déployés dans des localités de la chefferie de Bwito au Nord-Kivu ont abandonné leurs postes. Ils disent craindre pour leur sécurité. Mercredi 10 août dernier, un policier a encore quitté la localité de Bwalanda. Il y a une semaine, c'est le commandant du commissariat de police de Bwalanda et son adjoint qui ont abandonné leurs postes « pour se mettre à l'abri ». Tous ces policiers qui appartiennent à la communauté hutu disent craindre d'être pris à partie par les miliciens Mai-Mai Mazembe et NDC/Rénové qui pourchassent depuis plusieurs mois les combattants hutu congolais des Nyatura et les rebelles rwandais des FDLR.*

*RDC: la population est constituée à 65% de jeunes, selon la présidente de l'UPJ. A l'occasion de la célébration vendredi 12 août la journée internationale de la jeunesse, la présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse (UPJ), Francine Muyumba a déclaré que « la population congolaise est constituée à 65% de jeunes». Pour elle, cette frange de la population constitue « une bombe à retardement» si elle n'est pas encadrée. Elle appelle les dirigeants « à investir dans la jeunesse » et à s'impliquer dans les projets de développement.*

*Joseph Kabila rencontre Paul Kagamé à Gisenyi. Kinshasa et Kigali s'engagent à renforcer leur coopération bilatérale dans les domaines du commerce transfrontalier et de l'énergie, notamment pour exploiter le gaz méthane dans le lac Kivu. Le chef de l'Etat congolais Joseph Kabila et son homologue rwandais Paul Kagame ont levé cette option, vendredi 12 août, au cours d'une séance de travail dans la ville rwandaise de Rubavu. Une équipe technique conjointe devrait commencer ses travaux avant fin août en vue de cette exploitation, indique un communiqué de presse conjoint sanctionnant cette séance de travail. La RDC, jusque-là, n'a pas encore commencé l'exploitation du gaz méthane, alors que le Rwanda le fait déjà dans le cadre d'un projet pilote qui permet la production de l'électricité. Joseph Kabila et Paul Kagame se sont ensuite félicités des progrès réalisés dans les efforts visant à l'éradication des forces négatives et ont jugé important de mettre en place un mécanisme étroit d'échange de renseignements sécuritaires. A l'occasion, les chefs d'Etat de deux pays voisins ont salué le travail accompli par la commission conjointe Rwanda-RDC-Ouganda dans la gestion du parc national des Virunga et celui effectué par l'équipe Rwanda-RDC dans la démarcation de la frontière commune.*

*Le statut de réfugiés reconnu à des ressortissants burundais vivant à Lubumbashi. Le directeur de cabinet du ministre provincial de l'Intérieur du Haut Katanga, Jean Kalenga, a annoncé jeudi 11 août la reconnaissance officielle du statut des réfugiés aux ressortissants burundais qui vivent à Lubumbashi (Haut Katanga). Il a, à cette occasion, remis symboliquement, des attestations du statut des réfugiés aux membres d'une cinquantaine de familles burundaises installées à Lubumbashi.*

*Sud-Kivu: début du procès de 3 prévenus accusés de tuerie à Mutarule. Trois des sept prévenus, accusés de tuerie à Mutarule, en territoire d'Uvira (Sud-Kivu), comparaissent depuis vendredi 12 août à la Cour militaire de Bukavu. Il s'agit du greffier de la chefferie de la Plaine de la Ruzizi, du capitaine Enyabombi connu sous le nom de commando et du major Venance Kayumba Nyenyeri, tous deux du 3304e régiment. Deux autres accusés sont décédés alors les deux restant sont en fuite. Ces personnes sont poursuivies pour incitation des militaires à commettre des actes contraire à la loi : meurtre, pillage, viol, attaque contre les civils et destruction des biens.*

*Tanganyika: la localité de Kisiki se vide après des conflits coutumiers. Environ 150 personnes ont, depuis un mois, abandonné leurs habitations à la suite des conflits coutumiers dans la localité de Kisiki, en territoire de Kongolo (Tanganyika). Les uns ont trouvé refuge dans les*



villages environnants et les autres dans une Ecole primaire, située à Kongolo-centre. «Les gens du clan Bakabeya ont pillé tous nos biens, et puis brûlé nos maisons. Ils ont aussi tabassé les gens, même les femmes. Il n'y avait pas une intervention pour nous», a confié le porte-parole de ces déplacés, Zinda Selemani.

Le parti Orange tient la majorité responsable de la perturbation de l'ordre constitutionnel. Le parti «Orange» se propose de saisir la Cour constitutionnelle, si la présidentielle n'est pas convoquée dans le délai constitutionnel. Le président de l'Orange dit constater avec regret les velléités du gouvernement à violer les prescrits de la constitution. Fiyou Ndongoboni prend pour preuve l'intention du gouvernement de ne pas doter la CENI des moyens suffisants pour organiser les élections.

## **Samedi 13 août.**

Joseph Kabila: «Tant qu'il y aura des FDLR, on va continuer avec les opérations». Répondant à une question des journalistes, vendredi 12 août à Rubavu, après sa rencontre avec le président rwandais Paul Kagame, le président Joseph Kabila de la RDC a déclaré que les opérations militaires se poursuivront tant que les rebelles FDLR se trouveront sur le territoire congolais. Le problème lié aux FDLR date de plusieurs années. Ces rebelles vivent sur le sol congolais depuis 1994, après la chute du régime du président Habyarimana. Joseph Kabila a rappelé que des opérations militaires contre les FDLR sont en cours dans la province du Nord-Kivu et une partie du Sud-Kivu. Les FDLR sont accusés de plusieurs exactions (viol, vol, pillage, enlèvement...) contre la population dans les territoires du Nord et Sud-Kivu. Ces rebelles rwandais sont également accusés de piller les récoltes des paysans, de tabasser les cultivateurs et de leur imposer des travaux et des taxes.

Kasaï-central : le chef Kamwina Nsapu est mort dans les combats contre les forces de l'ordre. Le chef coutumier Kamwina Nsapu dont les hommes ont violemment affronté la police en début de semaine a été tué vendredi 12 août à Tshimbulu(Kasaï Central) dans de nouveaux combats avec les forces de l'ordre qui ont fait 19 morts, selon le gouverneur de la province du Kasaï-Central, Alex Kande. Parmi les victimes, on compte 11 policiers et 8 bandits fidèles à Kamwina Nsapu dont lui-même que le gouverneur a qualifié de « terroristes ». Quatre policiers sont portés disparus.

Nord-Kivu : les FARDC capturent le commandant des FDLR/FOCA. Les FARDC ont capturé jeudi 11 août à Katiru en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), Sabimana Iraguha alias Mugisha Vainqueur, commandant du groupe FDLR- Foca. Ce major était recherché par la justice pour différents crimes notamment le génocide au Rwanda, le massacre de la population civile au village Kamananga à Bunyakiri (Sud-Kivu), le 14 mai 2013 où 32 personnes auraient été tuées, affirme le Capitaine Guillaume NDjike Kaiko.

Dialogue : les évêques veulent comprendre les préalables des opposants. Les consultations initiées par les évêques membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) avec les différents groupes reçus, notamment ceux de l'opposition politique, ont pour mission d'examiner et de comprendre le sens des préalables qu'ils posent, pour en discuter avec les acteurs de la majorité et avec le facilitateur, a annoncé le secrétaire général de la Cenco. Il précise que les évêques ne remplacent pas le facilitateur mais ils viennent en appui à Edem Kodjo et pourraient proposer un certain nombre d'éléments au facilitateur, à la Majorité et à l'opposition. Les évêques espèrent, à travers ces rencontres, baliser le chemin du dialogue, indique l'abbé Leonard Santedi, qui fait remarquer que pour les prélats catholiques, la RDC est le pays qu'on doit aimer et construire ensemble, les uns avec les autres, et non les uns contre les autres.

*Kasaï-Central: l'OCDH condamne la mort du chef milicien Kamwina Nsapu. Le coordonnateur de l'Observatoire congolais des droits humains (OCDH) au Kasaï-Central, Hubert Ngulandjoko, a condamné, samedi 13 août, le sort tragique réservé au chef milicien Kamwina Nsapu, tué vendredi 12 août dans les affrontements contre les forces de l'ordre. Selon lui, les droits de l'homme ont été violés, car il aurait été souhaitable d'arrêter Kamwina Nsapu et de le mettre à la disposition de la justice pour qu'il réponde de ces actes. Me Hubert Ngulandjoko fustige également l'usage de la force par le gouvernement congolais. «La riposte n'étant pas disproportionnée, il n'y avait pas de raison, d'utiliser les armes, d'autant plus que Kamwina Nsapu n'avait pas des armes», dénonce-t-il.*

*Un comptable de la Caritas abattu à Basankusu. Un comptable de la Caritas Basankusu (Tshuapa), qui convoyait les fonds destinés à la paie des enseignants de tous les réseaux du territoire de Befale pour le mois de juillet, a été abattu jeudi 11 août à 50 km de Basankusu. Les sources locales renseignent que deux bandits l'ont tué par balle et ont emporté toute l'enveloppe de la paie estimée à près de 200 millions des francs congolais (200 000 USD). Les deux présumés bandits ont été arrêtés par les jeunes à Bokote.*

*RDC: l'OMS appuie la lutte contre le choléra le long du fleuve Congo. En réponse à l'épidémie de choléra qui continue sa propagation depuis le début de l'année le long du fleuve Congo et dans les provinces endémiques de l'Est de la RDC, l'OMS a annoncé vendredi 12 août le déploiement d'une trentaine d'experts et superviseurs centraux (épidémiologistes, logisticiens, mobilisateurs sociaux etc.) dans le but de renforcer la riposte sur le terrain. Dans le même temps, trente nouveaux kits choléra ont été acquis par l'OMS sur les fonds mobilisés auprès de ses partenaires, dont le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations unies (CERF).*

*Sankuru: 7 à 15 morts lors de l'affrontement de 2 villages. Les habitants de deux villages, Okitodimba et Lotelama, dans le secteur des Okolongo, en territoire de Katakokombe (Sankuru) se sont affrontés vendredi 12 août. A la base, un conflit de pouvoir entre deux camps rivaux de la famille régnante. Le bilan varie entre sept et quinze morts ainsi que soixante maisons incendiées.*

*Début de la distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide au Haut-Katanga. La campagne de distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide dans le Haut-Katanga a été lancée samedi 13 août à Lubumbashi. Le ministre de la Santé, Felix Kabange Numbi, a exhorté la population d'en faire bon usage, en vue de combattre le paludisme, première cause de mortalité en Afrique et en RDC. Ceux qui seront surpris en train de vendre ces moustiquaires ou de les utiliser comme filets de pêche «vont subir la rigueur de la loi», a menacé le gouverneur de province. Au total, 2,8 millions de moustiquaires seront distribuées à la population du Haut-Katanga estimée à environ de 5 millions d'habitants, affirme l'Association santé familiale (ASF). Le coordonnateur de l'ASF a aussi fait savoir que depuis 2010 environ 50 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été distribuées sur l'ensemble du territoire national.*

## **Dimanche 14 août.**

*Kasaï-Central: inhumation de 11 policiers tués à Tshimbulu. Les onze policiers tués lors des affrontements entre les miliciens de feu chef Kamwina Nsapu, à Tshimbulu ont été inhumés samedi 13 août, à Kananga (Kasaï-Central). Ce conflit a coûté la vie à vingt personnes. Mais auparavant, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab, a rendu hommage aux policiers décédés au cours d'une cérémonie organisée au stadium de l'Espoir de Kananga. De vingt cercueils amenés au stadium, seuls ceux de onze des policiers ont reçu l'honneur des autorités. Les huit autres, attribués aux miliciens, sont restés à bord du camion.*

*Sankuru: déplacement de la population après des conflits coutumiers. Les habitants d'Okitodimba, en territoire de Katakokombe ont abandonné, depuis vendredi 12 août, leurs habitations pour se réfugier à Tolele, en territoire de Lodja, à la suite des conflits coutumiers dans cette partie du Sankuru. Ces déplacés disent fuir les affrontements entre deux camps rivaux de la famille régnante d'Okitodimba. Le bilan de cet accrochage varie entre sept et quinze morts ainsi qu'une soixantaine de maisons incendiées.*

*Collecte des fonds à Bukavu en faveur de la population de Beni. La société civile du Sud-Kivu a lancé, depuis quatre jours à Bukavu, une opération de collecte des fonds en faveur de la population de Beni (Nord-Kivu), victimes d'atrocités des présumés rebelles ADF. A travers cette opération, Descartes Mponge, le président de cette structure, appelle les gens à amener de l'argent, des habits, de la nourriture et surtout des médicaments parce que les centres de santé de Beni ont été dévastés.*

*Lubumbashi: arrestation illégale d'une vingtaine d'enfants, selon un collectif d'avocats. Un collectif d'avocats accuse la police nationale d'avoir illégalement arrêté, depuis plus d'une semaine, une vingtaine d'enfants, au quartier Tshasasa, à Lubumbashi (Haut-Katanga). Selon cette organisation, ces mineurs ont été arrêtés pendant un bouclage dans la nuit du 5 au 6 août et gardés au même cachot que les adultes. Ce collectif exige la libération de ces enfants. «Parmi les gens arrêtés, il y a des mineurs placés avec les adultes pendant huit jours en violation de la loi 09, portant protection de l'enfant. Ces enfants ont été arrêtés pendant le bouclage qui a été organisé par la police et amenés pour raison d'enquête», s'est plaint Me Mbala Kibambe.*

*Kinshasa accueille la 1ère édition du concours de programmation informatique. Près de nonante informaticiens prennent part, depuis samedi 13 août à Kinshasa, à la première édition du concours de programmation placé sous le thème: «Kinshasa Smart city». Ces candidats développeurs sont appelés à faire preuve de créativité afin de produire des applications qui vont améliorer les conditions de vie des Kinois. A l'initiative de la société Congo Innovation Hub, ce concours entend mettre les nouvelles technologies de l'information et de la communication au service du développement, à Kinshasa.*

*Dungu: les jeunes appelés à participer dans la lutte contre les groupes armés. A Dungu (Haut-Uélé), les jeunes sont appelés à s'impliquer dans la lutte contre les groupes armés notamment les rebelles LRA qui insécurisent cette contrée. Un officier militaire a lancé cet appel à l'occasion de la journée internationale de la jeunesse, célébrée le 13 août de chaque année. Les jeunes ont, de leur côté, recommandé le renforcement des effectifs militaires dans la région et le recensement des éleveurs Mbororo pour sécuriser le secteur.*

*Beni: nouveau massacre, environ 36 morts. Les rebelles ADF sont accusés d'avoir massacré, samedi 13 août, environ trente-six personnes, au quartier Rwangoma, à Beni-ville (Nord-Kivu). Selon la société locale, les populations du quartier Paida auraient aperçu, vers 17 heures locales, une colonne de ces rebelles ougandais, se dirigeant vers Kasanga et Rwangoma, dans la commune de Behu. Ces assaillants ont entamé leur sale besogne vers 18 heures, tuant au passage, à la machette et à la hache, des populations trouvées dehors et dans leurs habitations, et même ceux qui revenaient de leurs champs. Le bilan pourrait encore s'alourdir, indique la société civile, car, d'après elle, des corps sont retrouvés au fur et à mesure que les recherches s'effectuent sur le terrain.*

*Trois jours de deuil national en RDC. Le gouvernement congolais décrète trois jours de deuil national sur toute l'étendue de la RDC. Dans une déclaration lue dimanche, le porte-parole de l'exécutif national, Lambert Mende, indique que ce deuil débute lundi 15 août et se termine mercredi 17 août*

*Sud-Kivu: la population arrête six présumés bandits à Nyabibwe. A Nyabibwe, en territoire de Kalehe (Sud-Kivu), la population a arrêté, samedi 13 août, six présumés bandits armés. Ces derniers sont accusés d'avoir abattu, jeudi dernier, un habitant de Nyabibwe qui revenait du site minier de Kiburi. Après cette arrestation, la population a remis ces malfaiteurs aux Forces armées de la RDC (FARDC) basées à Nyabibwe.*

*Ituri: la population de Mambasa sensibilisée sur la lutte contre le braconnage. La Réserve de faune à okapi (RFO) et l'ONG WCS ont sensibilisé, samedi 13 août, la population de l'Ituri sur la lutte contre le braconnage dans cette partie du pays. Le chargé de communication de l'ONG WCS, Jean-Claude Kabala, a expliqué le sens de cette campagne : «L'objectif était de mobiliser et d'impliquer les jeunes de l'Ituri, précisément du territoire de Mambasa, dans la lutte contre le braconnage et la sauvegarde des éléphants dans notre province et les rappeler du bien-fondé de la gestion durable de nos ressources naturelles». Les organisateurs de cette campagne ont également alerté la population sur les menaces des incursions qui pèsent sur les éléphants en Ituri.*

*Equateur : le MLC dénonce la marche de soutien au dialogue. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) condamne la marche de soutien au dialogue organisé, samedi 13 août, par le gouverneur de l'Equateur, Tony Bolamba. Pour Papy Ekate, secrétaire exécutif fédéral de ce parti d'opposition, cette manifestation n'est pas opportune, étant donné que la population de Mbandaka est plongée dans une insécurité. Il indique que Mbandaka est victime des vols armés, cambriolages et autres types d'insécurité.*

*Massacre de Beni : les assaillants en tenues FARDC «pour créer la confusion». Les assaillants auteurs du nouveau massacre de Beni au Nord-Kivu ont utilisé la même tenue que portent les Forces armées de la RDC, a affirmé dimanche 14 août, le commandant des opérations Sokola 1, le général Marcel Mabangu. Il a indiqué que ces criminels ont utilisé cette stratégie « pour créer la confusion et tromper la vigilance de la population ».*

*RDC : l'examen d'Etat annulé au Sankuru reprogrammé lundi 15 août. Les épreuves de l'Examen d'Etat annulées dans la province de Sankuru en juin dernier sont reprogrammées lundi 15 août sur toute l'étendue de la province. Elles ont été supprimées de suite des fraudes, caractérisées par le vol des items avant la passation de cet examen.*

## **Lundi 15 août.**

*Massacre de Beni : la MONUSCO condamne « un acte barbare ». La Mission des Nations unies en RDC (MONUSCO) condamne le nouveau massacre perpétré à Beni au Nord-Kivu, contre la population civile. Dans un communiqué de presse publié dimanche 14 août, elle qualifie ces tueries « d'acte barbare et réitère son soutien aux Forces armées de la RDC ». La MONUSCO en coopération avec les FARDC et la Police nationale congolaise (PNC) s'est déployée sur tout le territoire de Beni pour apporter une protection aux populations.*

*Le gouvernement appelé à réhabiliter les hôpitaux pillés à Nyunzu. Le médecin chef de zone de santé de Nyunzu (Tanganyika), docteur Patric Ezongya, appelle le gouvernement à réhabiliter et équiper les hôpitaux pillés lors des conflits ethniques entre pygmées et Luba. Les pillages de ces centres hospitaliers ont été perpétrés en juillet dernier lors des affrontements communautaires entre Luba et pygmées. Les premiers pillages, suivis des incendies des structures sanitaires, ont ciblé la localité de Ngombe, à 40 km au Sud-Ouest de Nyunzu. Les centres de santé de Makumbo et de Ngoy, à 85 km sur l'axe Nyunzu-Manono, ont subi le même sort.*

*Les forces de l'ordre demandent aux déplacés de Tshimbulu de rentrer. Des sources de la société civile rapportent que les forces de l'ordre qui contrôlent Tshimbulu (Kasaï-Central) demandent aux personnes qui ont fui les affrontements entre les miliciens du chef Kamuena Nsapu et l'armée de regagner la ville. Un numéro vert a été donné à la population pour dénoncer toute personne qui troublerait la quiétude des habitants, indiquent les mêmes sources. Les policiers qui avaient fui la ville au moment des exactions de la milice du chef Kamuena Nsapu regagnent Tshimbulu.*

*Maniema: l'association AMOLK invite les nouveaux majeurs à s'engager. L'association les Amis de maman Olive Lembe Kabila (AMOLK) a sensibilisé samedi 13 août les nouveaux majeurs de Salamabila, Mutupeke, Wamaza, dans le territoire Kabambare (Maniema), sur la révision du fichier électoral.*

*RDC: le bilan du massacre de Beni revu à la hausse, 50 morts. Selon le président de la société civile, Gilbert Kambale, le nombre de personnes tuées est de cinquante alors que le premier bilan faisant état d'une trentaine de morts et vingt-quatre maisons ont été incendiées. La majorité des habitants de la commune rurale de Beni ont fui vers la ville de Beni à cause de l'insécurité. Ces habitants vivaient dans des familles d'accueil.*

*Bunia: activités commerciales paralysées après le nouveau massacre à Beni. Les activités commerciales sont paralysées depuis ce lundi 15 août dans la matinée à Bunia en Ituri à la suite du nouveau massacre perpétré à Beni (Nord-Kivu). Les commerces appartenant aux ressortissants du territoire de Beni sont fermés. Des habitants de Bunia ont organisé un culte en mémoire des victimes de Beni.*

*Mbuji-Mayi: 170 orphelins du Sida reçoivent des fournitures scolaires. Cent soixante-dix enfants orphelins de parents morts du Sida à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) ont reçu samedi 13 août des objets scolaires pour la prochaine rentrée de classe. C'est la fondation « Rêve Congo » basée au Canada qui a fait ce don par le truchement de l'ONG « Juka utante », (Lève-toi et sois épanoui).*

*Sud-Kivu: 3 morts dans une attaque armée à Runingu. Trois personnes sont mortes et plusieurs autres blessées dans une attaque armée, dimanche 14 août, au marché de Runingu dans la chefferie de Bafuliiru (Sud-Kivu). Des sources concordantes rapportent qu'il était 15 heures lorsque trois hommes ont investi le marché de Runingu.*

*Haut-Katanga: le gouverneur autorise l'entrée de 100 camions transportant du sucre. Le gouverneur du Haut-Katanga, Jean-Claude Kazembe, a autorisé dimanche 14 août l'entrée sur le territoire de sa province de plus de 100 camions transportant le sucre bloqués à la frontière zambienne de Kipushi depuis plus d'un mois. Ces camions étaient bloqués à la suite de la décision du gouvernement congolais interdisant l'importation du ciment gris, du sucre et des barres de fer à béton. D'après le gouverneur du Haut-Katanga, le blocage des camions à la frontière a été occasionné par une mauvaise interprétation d'un arrêté du gouvernement.*

*Enrôlement d'électeurs: la NSCC Nord-Ubangi écrit à Corneille Nangaa. La Nouvelle société civile du Congo (NSCC) dans la province du Nord-Ubangi a adressé, samedi 13 août, un mémorandum à Corneille Nangaa, président de la Commission nationale électorale indépendante (CENI) pour dénoncer les difficultés que connaissent la population du Nord-Ubangi, le mauvais état du matériel informatique utilisé et la situation sociale des opérateurs de l'enrôlement. Selon elle, tous ces maux empêchent le succès des opérations d'enrôlement des électeurs et pourraient les prolonger au-delà du délai imparti.*

*Consensus politique en RDC: Corneille Nangaa cherche l'implication de la CENCO. Les membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) ont échangé lundi 15 août*

*à Kinshasa avec et les responsables de la Commission nationale électorale indépendante (CENI), dans la cadre de leurs consultations entamées la semaine passée avec les forces sociales et politiques de la RDC. A cette occasion, le président de la CENI, Corneille Nangaa, a appelé les évêques à s'impliquer pour obtenir un consensus politique sur les élections. Ce que la CENI attend de la CENCO, «c'est plus ou moins faire les bons offices et arriver à certains consensus. Le consensus est vraiment voulu, attendu, pour nous permettre d'avoir des élections apaisées», a indiqué Corneille Nangaa.*

*Saïd Djinnit condamne le massacre de Beni. «Je condamne dans les termes les plus forts cette attaque contre des civils», a affirmé dans un communiqué lundi 15 août l'Envoyé spécial des Nations unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, exprimant ses sincères condoléances au Gouvernement et au peuple de la RDC. Il réagissait ainsi au massacre perpétré samedi dernier près de la ville de Beni (Nord-Kivu) par des présumés rebelles ougandais des ADF, faisant une cinquantaine de morts, selon la société civile locale.*